



E.U. ET MOYEN-ORIENT

LA SPECIFICITE DE L'ETAT D'ISRAËL

Mémoire de géopolitique

du Capitaine Tarek CHAAR

dans le cadre de l'étude dirigée

“Les fondements de la politique étrangère des Etats-Unis”

Directeur : Professeur Denise ARTAUD
du CNRS

Avril 2001

Titre: E.U. ET MOYEN-ORIENT, LA SPECIFICITE DE L'ETAT D'ISRAËL

CNE (terre) Tarek CHAAR

Date de rédaction : 01 avril 2001

Division D

Nature du travail : Mémoire de géopolitique

Synthèse du document :

Sachant d'avance que la politique étrangère américaine au Moyen-Orient évolue suivant les périodes et accompagne l'infléchissement des décisions politiques à travers le temps et les circonstances, elle reste, cependant, profondément marquée par de grandes traditions caractérisées par l'existence d'un profond « moralisme » américain. Les relations qui lient les Etats-Unis à Israël ne sont, pourtant, en aucun cas anodines. Pouvons nous affirmer pour autant qu'Israël constitue l'unique alternative à la politique étrangère américaine au Moyen-Orient ? Une constante permet aujourd'hui d'affirmer que quelles que soient les options proposées et, finalement choisies, quelles que soient les pressions exercées ou les aides octroyées, les Etats-Unis se sont toujours employés à soutenir leur principal point d'appui stratégique qu'est Israël d'une part, et à maintenir leur mainmise, directement ou indirectement, sur les ressources pétrolifères et leur exploitation.

MOTS CLES : ETATS-UNIS, TIERS MONDE, MOYEN-ORIENT, IRAK, ISLAMISTES.

Sommaire

Partie I :

Les Etats-Unis et le Tiers monde

La stratégie des moyens

La lutte contre la prolifération des armes de destruction massive

L'intervention par un pays tiers

Partie II :

Les Etats-Unis et le monde arabe

Etats-Unis et Etats arabes

Etats-Unis et Islamisme

Etats-Unis et Irak

Partie III :

Les Etats-Unis et Israël

La politique américaine après 1967

La chute de l'URSS et Israël

Les Etats-Unis et Israël au 21^o siècle

Table des matières

	pages
AVANT PROPOS _____	5
INTRODUCTION _____	7
I- LES ETATS-UNIS ET LE TIERS MONDE _____	9
1.1 La stratégie des moyens _____	12
1.2 La lutte contre la prolifération des armes de destruction massive _____	16
1.3 L'intervention par un pays tiers _____	19
II- LES ETATS-UNIS ET LE MONDE ARABE _____	21
2.1 Etats-Unis et Etats arabes _____	23
2.2 Etats-Unis et Islamisme _____	27
2.3 Etats-Unis et Irak _____	30
III- ETATS-UNIS ET ISRAEL _____	35
3.1 La politique américaine après 1967 _____	35
3.2 La chute de l'URSS et Israël _____	39
3.3 Etats-Unis et Israël au 21 ^{ème} siècle _____	41
CONCLUSION _____	47
IV BIBLIOGRAPHIE _____	50
<u>ANNEXES</u> _____	51
Doctrine américaine pour la période 1949-1956 _____	52
Les Etats-Unis et le Tiers monde _____	55
Le rapport « Discriminate Deterrence » 1988 _____	57
The White House, National Security Strategy of United States _____	58
Israël comme atout de la politique étrangère américaine _____	59
Conférence, du 18 octobre 2000, sur la politique étrangère des Etats-Unis _____	62
Université de Georgetown - Washington _____	62
Israël - Etats-Unis: une communion de culture _____	63
Le choc des civilisations _____	64
Les ventes d'armes américaines et Israël _____	65
Avantages d'un assouplissement de l'embargo irakien _____	68
De l'invasion du KOWEIT _____	69
Soutiens américains aux Islamistes _____	70
Soutiens saoudiens aux Islamistes _____	71
Le réveil islamique et les Etats-Unis _____	73
La stratégie pro-islamique américaine en Asie _____	74
Bilan de la guerre du Golfe _____	77

AVANT PROPOS

Sur les rives méridionales de la mer Méditerranée et autour du golfe arabo-persique s'étendent vingt-deux Etats qui constituent l'ensemble géostratégique le plus explosif de la planète. Le Moyen-Orient est le résultat d'une histoire exceptionnellement longue. Terres de contrastes, menacées par l'aridité et le manque d'eau, elles connaissent des crises et des conflits liés tant à leur situation géostratégique qu'à des richesses en hydrocarbures, convoitées par les grandes puissances. Son manque de stabilité suscite dans l'espace mondial un intérêt à la fois passionné et inquiet.

L'idée d'une cohérence entre la politique américaine à l'égard des différents acteurs du Moyen-Orient et les intérêts américains ne sera qu'une hypothèse de travail car il serait erroné de croire que la politique américaine est rationnelle, instrumentale, cohérente, adaptant sans erreurs les moyens aux fins...et qu'elle possède une même cohérence entre un discours officiel et un ensemble d'idées liées à l'action. En effet la politique étrangère américaine peut se caractériser, non pas par un seul discours officiel, mais par plusieurs qui se côtoient. Ceci est dû essentiellement à la pluralité possible de participants à la décision à un mouvement donné, leur alternance à travers le temps, ainsi que la modulation du discours suivant les changements de conjoncture. Par ailleurs, il peut également exister un fossé plus ou moins profond entre le discours officiel et la politique effective soit parce que cette dernière ne peut-être légitimée suivant les valeurs et normes reconnues, soit pour des considérations tactiques.

Nous tenterons de nous attacher par conséquent à l'analyse de la politique effective, et non pas à une doctrine de la politique étrangère américaine déduite des déclarations officielles, même si elle ne correspond qu'imparfaitement ou pas du tout avec le discours officiel.

Sachant d'avance que la politique étrangère américaine au Moyen-Orient évolue suivant les périodes et accompagne l'infléchissement des décisions politiques à travers le temps et les circonstances, elle reste, cependant, profondément marquée par de grandes traditions caractérisées par l'existence d'un profond " moralisme " américain (De WILSON à ROOSEVELT, J-B DUROSSELLE). Bien qu'elle ne fut pas toujours par excellence morale, elle met l'accent sur l'importance du souhait de

l'opinion publique du pays en matière de politique extérieure. Ce qui fait que les gouvernements successifs ont toujours introduit des considérations morales dans les déclarations pour justifier leurs actes donnant ainsi à la politique extérieure américaine des teintes de justice, de générosité et de suprématie par rapport à toute autre politique. Pourtant, l'histoire démontre que c'est justement lorsque la politique extérieure des Etats-Unis est désastreuse qu'elle est, toutes les fois, inspirée par le "moralisme", "l'idéalisme" ou le "légalisme".

En revanche, elle connaît de francs succès lorsqu'elle est consacrée à la défense d'intérêts nationaux concrets. Elle permettra à l'impérialisme américain naissant de rapprocher les principes moraux des intérêts nationaux pour justifier l'expansionnisme américain. Mais, lorsque la politique étrangère doit être mise en œuvre par des mesures législatives, elle permet au Congrès de prendre des initiatives, de diminuer ou même d'annuler les dispositions prévues par l'exécutif. Ce point est d'autant plus important que les lobbies pro-israéliens et la diaspora juive constituent tous deux une force de persuasion très influente en matière de politique étrangère.

Pourtant, s'il est une région essentielle au maintien de la paix et à la sécurité internationale, c'est bien le croissant de terres qui relie l'Asie et l'Europe, et qui comprend le Golfe Persique et le Moyen Orient. Le but de la politique américaine dans cette région est de consolider les forces de la paix, encourager l'intégration économique régionale, marginaliser les extrémistes et vaincre la terreur.

INTRODUCTION

Depuis le retrait militaire de Moscou des principales zones d'affrontement Est-Ouest, six états au monde demeurent hostiles aux Etats-Unis. Ils appartiennent tous au Tiers Monde : Cuba, Corée du Nord, Libye, Iran, Irak, Syrie. Les trois derniers non seulement appartiennent au Moyen-Orient mais sont également les plus farouchement hostiles à la présence d'Israël.

Sans poids dans les relations internationales, sans moyens de pression depuis l'échec du maniement de l'arme du pétrole, déchiré par des rivalités internes, en proie à l'expansionnisme régional, le monde arabe n'émet plus depuis une vingtaine d'années que des images de violence, de fanatisme et de course aux armements. La confusion règne dans les esprits au moment même où une idéologie, faisceau de courants convergents, l'arabo-islamisme se prône comme nouvelle voie de l'unité dans un monde arabe profondément divisé. Avec la chute de l'union soviétique, les états arabes du Moyen-Orient, pour la première fois depuis le 19^{ème} siècle, ne sont plus un enjeu, ni une zone de dispute entre grandes puissances. Ils semblent avoir perdu une carte majeure qui leur donnait du poids dans les relations internationales. Cette civilisation arabo-musulmane est prise entre la fidélité d'un passé, référence des fondamentalistes, et la nécessité d'évoluer dans les domaines techniques et vers la démocratie.

Alors que le Maghreb est plus attiré, traditionnellement francophone, par et lié à l'Europe, le Machrek, anglophone, qui a connu six guerres majeures depuis 1948 et une dizaines d'autres conflits civils ou ethniques, ressent une attirance vers les Etats-Unis contestant de par ce choix le poids des anciennes puissances coloniales européennes.

Pour certains analystes, l'unique rôle que souhaitent jouer les Etats-Unis au Moyen-Orient est de conserver une emprise sur les réserves d'hydrocarbures, de contrarier les mouvances les plus modernistes et révolutionnaires de l'Islam, désireuses d'échapper à « l'impérialisme » économique américano-saoudien, et de s'appuyer sur les régimes les plus conservateurs dépendants de l'occident afin de renforcer la présence des sociétés américaines dans cette zone.

Nous pouvons affirmer sans risque de se tromper qu'il n'y avait aucune politique américaine particulière en faveur de la création d'Israël en mai 1948.

L'émergence de cet Etat ne répondait donc pas à un quelconque objectif stratégique volontariste.

En revanche, au lendemain de l'établissement d'Israël, les appréhensions américaines à l'endroit du nouvel Etat se mêlent à des espoirs nouveaux. Ces craintes et ces espoirs sont résumés dans un mémorandum secret adressé par le secrétaire à la Défense au Conseil national de sécurité (NSC 47) le 16 mai 1949 intitulé « les intérêts stratégiques américains en Israël ». A cette époque, Israël était tentée de répondre favorablement aux ouvertures amicales soviétiques pour faire face à l'hostilité des pays arabes soutenus par les Britanniques. La politique officielle israélienne de neutralité dans la guerre froide ainsi que l'assurance des dirigeants israéliens des liens étroits qui unissaient leur Etat aux Etats-Unis par le biais de l'influente minorité juive américaine modèrent ces craintes. Si la localisation géographique d'Israël ne semble pas être déterminante pour ce choix stratégique, la capacité de ses forces militaires additionnée à sa localisation la rend beaucoup plus attrayante.

Nous pouvons donc aujourd'hui affirmer que dans cette région, les relations qui lient les Etats-Unis à Israël ne sont en aucun cas anodines, elles peuvent être qualifiées de spéciales et privilégiées. En effet, l'intensité de leurs échanges, l'étendue et l'intimité de leur coopération, l'appui américain à l'Etat hébreu sous ses multiples formes, qu'elles soient économique, militaire, politique ou diplomatique, sont autant de manifestations de l'existence de ces liens spécifiques, solides et peut-être même inébranlables. Enfin, la façon de gérer les accrocs périodiques, la crainte tant de fois exprimée d'une dégradation du climat entre les deux pays, qui ne se produit finalement jamais, confirment à leur manière la particularité de leurs relations.

Pouvons nous affirmer pour autant qu'Israël constitue l'unique alternative à la politique étrangère américaine au Moyen-Orient ?

Dans le but de tenter d'apporter une réponse à cette interrogation d'actualité, nous chercherons, tout d'abord, à comprendre la nature de la politique américaine dans le Tiers Monde en général et au Moyen-Orient en particulier, dans une deuxième partie, de saisir les intérêts mais aussi les soucis des américains dans cette région, pour enfin se poser un instant sur le cas de l'Etat d'Israël.

I-LES ETATS-UNIS ET LE TIERS MONDE

L'administration CLINTON a opté, selon le conseiller à la sécurité nationale, Anthony LAKE, pour une politique étrangère qualifiée de « Wilsonisme pratique ». Elle se donne pour objectif la défense et l'expansion du libéralisme économique dans le monde, la mise en quarantaine des « fauteurs de troubles » et la défense des droits de l'homme et de la démocratie. Ces déclarations à vocation politique sont largement teintées de subjectivité dans la mise en pratique et dans les faits. En effet, le réalisme le remporte toutes les fois face à une volonté de conquête de marché qui reste la priorité de cette administration.

Pour les républicains la priorité est de limiter le rôle des Etats-Unis aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies et dans leur financement. Ils recentrent leur politique étrangère sur l'Europe par le soutien de l'élargissement de l'OTAN aux pays de l'Europe Centrale et en conditionnant l'aide à la Russie en fonction de l'attitude de cette dernière à l'égard des anciennes républiques de l'URSS. Cette nouvelle orientation semble indiquer son intention de répartir le poids du leadership mondial.

En matière de politique étrangère à l'égard du Moyen-Orient, l'administration CLINTON poursuit sa politique de sanctions strictes vis à vis de l'Irak et maintient l'embargo vis à vis de l'Iran qu'elle considère toujours comme un état terroriste. Tout en poursuivant sa politique de soutien à l'égard d'Israël, les initiatives américaines de ces dernières années démontrent la volonté de Washington de pousser son allié privilégié à se reconstituer et à conclure la paix avec ses voisins.

Par le passé, dans un rapport de la Maison Blanche, connu sous le label "the White House, National Security Strategy of United States, Washington D.C" du mois d'août 1991, l'Administration BUSH proposait une approche globale dans le cadre du "nouvel ordre mondial". Pour elle, les forces américaines devaient répondre à quatre exigences : la dissuasion stratégique, le pré-positionnement, le financement et la reconstitution des forces américaines.

Même si certaines zones possèdent peu de valeurs intrinsèques, elles peuvent être néanmoins d'un intérêt stratégique vital parce qu'elles contribuent, de par leur situation géographique, à la défense des intérêts américains qu'ils soient nationaux

ou extra nationaux. S'appuyant sur une observation faite par Nicolas SBYKMAN selon laquelle « l'effet de la force est inversement proportionnel à la distance de sa source », Michael C. DESCH représente ces zones comme des moyens « multiplicateurs de force » car proches des objectifs d'intervention possible. A l'instar « des cinq clés qui fermaient le monde », l'Amiral FISHER désigne cinq régions qui, selon lui, sont d'un intérêt stratégique vital pour les Etats-Unis. Sur cinq que sont les Caraïbes, le littoral de l'Océan indien et une base dans le pacifique occidental, deux sont nécessaires à la défense du Golfe Persique.

Dans son livre intitulé " America's Changing Strategic Interests Survival", Samuel P. HUNTINGTON insiste sur le fait que la disparition d'une URSS concurrente devrait permettre aux Etats-Unis de se concentrer sur des zones présentant des intérêts substantiels. Le Golfe Persique répond parfaitement à ce type de critère, ceci pour des intérêts économiques tant que les importations de pétrole demeureront importantes mais aussi pour des raisons historiques. Or, force est de constater que seul Israël au Moyen-Orient retient l'attention de la superpuissance.

Certains analystes n'hésitent pas à résumer la politique étrangère américaine menée par l'administration BUSH à une politique particulièrement hypocrite qui consiste à vouloir faire croire au monde que leurs interventions sont désintéressées et qu'elles n'auraient d'autre but que de rétablir la paix et la démocratie. Cette idée fut, d'ailleurs, reprise par l'Administration CLINTON, lors de la conférence sur la politique étrangère des Etats-Unis, donnée le 18 octobre à l'université de Georgetown à Washington. Le conseiller du président pour les questions de sécurité nationale, M. Samuel Berger, qualifia la politique étrangère américaine de "garant de la stabilité financière mondiale" grâce, justement à la mondialisation.

En second lieu, la mondialisation a accru le coût stratégique de l'indifférence aux conflits, de même que son coût moral. Aujourd'hui, témoins de lointaines atrocités, les Américains pourraient choisir de ne pas agir, mais, s'estimant les garants de la morale occidentale, ils ne peuvent se permettre de choisir l'ignorance. Lorsque leurs intérêts et leurs valeurs sont mis en cause, les Américains s'attendent à ce que leur gouvernement fasse ce qui est raisonnablement en son pouvoir. Ils ressentent la nécessité, par ce biais, d'accroître le prestige de l'Etat ce qui leurs permet de garder la conviction que pour un grand peuple tel que le leur, ils ont une mission à accomplir. Ceux qui ignorent leur idéalisme et leur messianisme manquent de réalisme.

Ils ont également œuvré pour la paix pour des raisons plus spécifiques tenant à la nature particulière de l'ère contemporaine. En premier lieu, les régions en proie aux conflits sont de plus en plus aptes à offrir un sol fertile à l'extrémisme et à la terreur, en particulier dans les régions sur des lignes d'affrontements ethniques et religieux bien connues et répertoriées, tels que le Proche-Orient et les Balkans.

En fait, pour les Etats-Unis, la seule vraie menace contre leur sécurité est constituée non pas par des crises régionales mais plutôt par la prolifération des armes de destruction massive. A ce titre, et dans l'optique d'une lutte de contre prolifération, nous devinons bien l'importance que prendront les opérations spéciales et les forces spéciales dans ce nouvel environnement.

L'administration CLINTON formule une politique étrangère optimiste en s'inspirant du rapport "Changing on Ways", rédigé sous les auspices de la Fondation CARNEGIE pour la paix internationale, comme document de base. Seuls l'Iran, l'Irak et dans une moindre mesure la Syrie représenteraient des menaces contre lesquelles il convient de se prémunir par tous les moyens. Le multilatéralisme, à travers les organisations internationales, présenterait la seule garantie pour organiser une sécurité collective à l'échelle mondiale.

Non exclusif de cette solution, le sous-secrétaire à la défense Franck WISNER, défend, quant à lui, les notions d'aide au développement, les questions humanitaires et le maintien de la paix. Cette nouvelle approche pourrait voir jour à travers la chronologie présentée par le sous-secrétaire d'état pour les questions de sécurité internationale. Les interventions commenceraient par un soutien aux Nations Unies, puis par le développement d'une diplomatie multilatérale en vue d'un règlement politique de la crise par un rapprochement des belligérants conjointement à la fourniture d'une aide humanitaire. L'intervention de la force militaire reste du domaine du possible pour garantir le bon déroulement de ce processus. Nous le voyons bien, c'est assez proche de la gestion des conflits de faible intensité ou LIC.

Depuis la fin des années 80, la place qui revient au Tiers Monde en matière de politique étrangère américaine est avant tout en fonction des intérêts américains en jeu.

L'analyse s'inscrit dans une approche géostratégique plus moderne. L'intervention contre l'Irak de Saddam HUSSEIN, montre bien l'évolution des priorités, Il s'agit, aujourd'hui, de préserver l'équilibre des forces et d'empêcher l'émergence de puissances hégémoniques hostiles dans le Rimland eurasiatique.

Or, dans le discours stratégique américain, l'expression Third World ne pose guère de problèmes : Stephen R. David affirme que le Tiers Monde c'est « tout sauf les Etats-Unis, l'Europe, le Canada, le Japon, l'Australie, la Nouvelle Zélande, l'Afrique du sud, la Chine, l'ex-URSS et Israël. » Pour quelles raisons le Tiers Monde représente-t-il une source de menaces pour les intérêts américains ?

Bien évidemment, la superpuissance américaine, bien plus que n'importe lequel des autres Etats modernes, possède des soucis hégémoniques pour répondre à des besoins économiques. Ils s'expriment à travers la recherche de marchés, de zones pour y investir des capitaux et de recherche de zones géographiques riches en matières premières.

Sans être proclamée ouvertement, la thèse relativement répandue chez les Anglo-Saxons, implique la création d'une alliance encore plus étroite entre les Occidentaux. Elle constituerait la seule condition viable pour s'assurer une supériorité militaire grâce, notamment, au partage du monopole de la haute technologie.

1.1 La stratégie des moyens

Que ce soit dans l'évaluation de la menace ou dans le calcul d'une réponse de la part de l'Occident à une agression flagrante en provenance du Tiers Monde, ou que ce soit dans le cas d'un accroissement de l'instabilité et de la violence, le maintien des avantages technologiques et la globalisation de la production d'armement sont une nécessité absolue pour les Etats Unis. Ces deux facteurs contribuent indéniablement à maintenir un effet dissuasif sur le Tiers Monde. Ainsi, les agresseurs potentiels hésiteront avant de s'attaquer aux intérêts américains et les petits pays, qui bénéficient de leurs protections, se sentiront plus en sécurité.

C'est en résumé ce qui ressort d'un rapport du Pentagone, publié le 10 avril 1992 au sujet de la guerre du Golfe. Il en retire quatre leçons.

La première concerne le leadership présidentiel qui a su inspirer confiance et rallier un soutien aussi bien national qu'international. La seconde est l'avantage tiré par une nouvelle génération d'armes de haute technologie combinée avec une doctrine novatrice et efficace. La troisième est l'absolue nécessité de mener une sage planification, d'assurer la présence de forces dans des régions avancées et les capacités de transport aérien et maritime pour développer la confiance et la

coopération internationales et atteindre les zones de crise. La quatrième est l'inquiétude des Etats Unis face à la prolifération d'armes que représentent les armes de destruction massives.

Des responsables américains, à plusieurs occasions depuis 1967, ont affirmé leur adhésion à une doctrine déterminant qu'Israël constitue un atout stratégique pour l'Amérique. A l'inverse, des membres de l'establishment politique se démarquent de cette doctrine, et considèrent Israël comme un fardeau ou une charge stratégique pour les Etats-Unis.

Ray CLINE ancien directeur adjoint de la CIA, place la puissance d'Israël au 18^{ème} rang mondial si l'on tient compte des facteurs non-militaires, mais en ce qui concerne la capacité opérationnelle, il se place au 4^{ème} rang après la Chine mais bien avant certaines puissances européennes, et au 1^{er} rang avec Taiwan sur l'échelle de la cohérence de la stratégie entre les forces et la volonté nationale. A contrario l'infériorité militaire israélienne réside dans le fait que cette puissance régionale n'arrive pas à endiguer l'instabilité régionale, ce qui ne manque pas de provoquer une certaine érosion de la crédibilité américaine parmi ses alliés dans la région. Car indéniablement, la chute d'Israël affaiblirait encore plus les Etats arabes modérés, tels que la Jordanie et l'Arabie Saoudite. Cela ne manquera pas de faciliter les pressions radicales arabes qui ont été, de tout temps, des facteurs de déstabilisation dans le Golfe Persique.

Mais au-delà du concept de l'atout, il y a cette conviction d'appartenir à une seule et même culture judéo-chrétienne qui rapproche, plus que tout, le peuple juif des américains.

Cette communauté de culture constituerait les liens indéfectibles qui unissent Israël à l'occident et aux Etats-Unis. Israël est considéré comme « acquise » à l'Amérique et ne peut-être imaginée comme sortant de son giron ou n'ayant avec lui qu'une convergence temporaire d'intérêts. Ces liens indéfectibles sont vus comme exclusifs. Si Israël doit jouer un rôle au Moyen-Orient, il faut que les autres états de la région, même pro-américains, ne puissent bénéficier de liens de même nature. Ces liens d'opportunité ne saurait être qu'éphémères car fournir des armes à ces pays pourrait être, à l'instar de l'Iran au temps du Shah, dangereux pour les régimes en place, pour les Etats-Unis et pour Israël. Cependant, comme l'explique Rostow : « les Etats-unis soutiennent Israël dans le but de protéger leurs intérêts vitaux, ceux de leurs alliés et des amis en Europe, au Moyen-Orient et en Asie ».

Soulignons l'impact profond de l'expérience américaine sur l'extrême sensibilité américaine et occidentale pour tout ce qui a attiré à l'antisémitisme. Cette sensibilité est très nette chez les anciens combattants de la deuxième guerre mondiale ainsi que dans des groupes chrétiens « philo sémites » attachés à l'ancien testament. Cette sensibilité imprègne les membres de l'élite, elle devient une valeur centrale et même sacralisée dans le système politique qui a toujours la hantise de se voir taxé d'antisémitisme.

Israël se voit donc appartenir à la civilisation occidentale, alors que le sionisme et la création d'Israël sont en quelque sorte le signe avéré d'un refus des juifs de la part des Européens (18^{ème} et début 20^{ème}) et celui du refus des juifs de s'assimiler à l'Europe. Israël se voit donc appartenir à la civilisation occidentale, alors que le sionisme et la création d'Israël sont en quelque sorte le signe avéré d'un refus des juifs de la part des Européens (18^{ème} et début 20^{ème}) et celui du refus des juifs de s'assimiler à l'Europe.

Concernant la culture politique américaine, la marche vers l'Ouest des pionniers américains est mise en parallèle avec la colonisation sioniste des terres des Palestiniens. C'est donc spontanément que l'opinion américaine se range aux côtés d'Israël dans son conflit avec ses voisins et qu'elle est souvent amenée à considérer l'intransigeance d'Israël comme une lutte pour la survie.

L'identification américaine avec Israël est encore plus marquée dans certains secteurs, comme les chrétiens fondamentalistes et évangélistes pour qui l'état d'Israël remplit une fonction de réalisation des prophéties théologiques. La restauration de la terre biblique d'Israël annoncerait la seconde venue du Christ. (WASPS).

Ainsi nous pouvons affirmer qu'il y a entre Israël et les Etats-Unis une communauté de valeurs et une communauté d'intérêts pour lesquelles il ne saurait y avoir de divergences. En revanche lorsque Israël accroît son activisme dans la région à son maximum, il peut donner lieu à une réticence des Etats-unis par crainte pour leurs intérêts dans la région. Dans ce cas les atouts qu'offrait Israël deviennent dangereux voire, se transforment en fardeau.

La politique de la menace suit, quant à elle, une graduation similaire. Ainsi, dans le cas d'une prolongation de l'impasse actuelle au Moyen-Orient, l'élan qui propulsait les Etats-Unis vers la paix pourrait s'arrêter net et risquerait même de les faire se désengager de la région. Ils affirment, alors, que le Moyen Orient glisserait

irréremédiablement vers son triste passé rempli de conflits. Force est de constater, que si l'allusion à l'aide américaine reste une métaphore, la menace d'une interruption de ses aides représentent un réel danger pour plus d'un gouvernement.

En Irak, l'objectif principal des Etats-Unis n'a pas changé depuis la fin de la guerre du Golfe, il y a sept ans. Ils seraient toujours fermement résolus à empêcher Saddam Hussein de menacer une nouvelle fois les pays voisins de l'Irak et le reste du monde et prétendent faire tout leur possible pour venir en aide au peuple irakien qui souffre sous l'autorité de son dirigeant. Le bon sens ressent quelque difficulté à croire que les sanctions économiques imposés à l'Irak, depuis une dizaine d'année, et dont le peuple est l'unique victime n'auraient d'autre but que de lui venir en aide.

S'appuyant sur le fait que depuis 1991, l'Irak avait la possibilité de reconquérir une certaine respectabilité en obéissant aux résolutions du Conseil de Sécurité. Les Etats-Unis s'appuient sur des incidents provoqués par les inspecteurs de l'ONU pour affirmer que les dirigeants irakiens leur avaient menti et entravé leur travail en cachant des informations. Ce cas révèle bien la simplicité de l'explication américaine. Une fois de plus, le bon sens a du mal à accepter qu'un dirigeant, quel que soit son penchant pour la tyrannie, accepte de détruire son pays et de reléguer une avancée technologique à une époque post-industrielle.

Mais les vrais desseins des Etats-Unis apparaissent lorsqu'ils affirment qu'ils continueront à insister pour que l'Irak suive les résolutions du Conseil de Sécurité non seulement à la lettre, mais dans un esprit de coopération. Si ce n'était pas le cas, les sanctions seront maintenues. Les Etats-Unis n'ont pas l'intention de s'engager dans des actions militaires à la légère, mais s'il le faut, ils n'hésiteront pas à le faire ne serait ce que pour protéger leurs intérêts et leurs amis.

Plusieurs réflexions viennent à l'esprit lorsque nous analysons ces rapports qui semblent s'établir sur des modes de pensées décalées. Tout d'abord, force est de constater que nous sommes en présence d'une différence culturelle profonde provoquant ce que le professeur Samuel HUNTINGTON, de l'université de Harvard, a intitulé dans l'un de ses articles " le choc des civilisations".

1.2 La lutte contre la prolifération des armes de destruction massive

La guerre du golfe a mis en exergue la possibilité pour les pays du Tiers Monde d'acquérir des missiles balistiques incluant les charges qu'ils sont capables de transporter. Ces charges conventionnelles, chimiques, biologiques ou nucléaire représentent un danger majeur pour la communauté internationale. Aux yeux de Washington, la prolifération possible de telles armes dans les régions du Tiers Monde est, sans aucun doute, le danger principal qui pourrait menacer la paix dans le monde.

Pour l'ancien directeur de la CIA William WEBSTER, vingt cinq pays en voie de développement produisent ou cherche à produire des armes de destruction massive. Une quinzaine réussira à produire des missiles balistiques en l'an 2000 et constitueront des menaces pour les forces américaines opérant dans ces zones et pour leurs alliés. Cinq sur les six pays du Tiers Monde ayant déjà utilisé des missiles balistiques appartiennent à la seule région du Moyen Orient : l'Egypte et la Syrie contre Israël en 1973, l'Iran et l'Irak de 1980 à 1988, la Libye contre la base américaine de l'île italienne de Lampedusa en 1986, le gouvernement de Kaboul contre la guérilla afghane en 1988 et 1989, et encore l'Irak dans la guerre du Golfe. Ce danger ira en s'accroissant avec la prolifération des missiles de croisière, comme c'est le cas actuellement en Iran, grâce à une technologie considérée plus simple à maîtriser, plus facilement disponible et moins coûteuse.

Le 28 juillet 1993, le directeur de la CIA James WOOLSEY présentait un bilan au sujet de la prolifération nucléaire devant la commission des Affaires étrangères de la chambre des Représentants. Dans ce bilan, il a insisté sur le danger que représentaient, en ce qui concerne le Moyen Orient, l'Irak et l'Iran. Or, si nous pouvons émettre quelques doutes sur l'opportunité de ce danger en provenance d'un Irak exsangue de plusieurs années d'embargo et de destruction de ses infrastructures lors de la guerre du Golfe, nous pouvons observer un certain rapprochement entre l'Iran d'une part et la Corée et la Chine d'autre part. Ces relations inquiètent d'ores et déjà les Etats Unis, même si pour l'instant elles ne représentent qu'un danger au niveau des théâtres extérieurs. WOOLEY n'exclue

pas que certaines nations hostiles aux Etats Unis auront très prochainement la capacité de développer elles-mêmes des missiles balistiques qui pourraient directement menacer le territoire américain. Cette thèse est d'autant plus confortée par une Chine qui ne respecte pas ses engagements et qui reste le principal fournisseur des pays du Tiers Monde, notamment en direction de l'Iran, l'Irak et la Syrie, en matière de vente de missiles.

Cette prolifération produit de facto un effet de déstabilisation sur l'environnement international. En effet, en cas de crise, ce type d'armement est plus volontiers utilisé pour ses qualités de frappes dites chirurgicales dans le cas où l'un des protagonistes croirait que la guerre est inévitable. Ces pays, dépourvus de ressources, de la technologie et de la stabilité politique des superpuissances, pourraient donc en faire un usage abusif. De plus, les possibilités d'accident sont beaucoup plus élevées du fait d'une certaine fréquence des rébellions de certains militaires. En extrapolant davantage, rien ne nous empêche d'imaginer l'usage de telles armes à des fins d'attentats terroristes sachant que la majorité de ces mouvements trouvent leurs bases arrières ou leurs camps de formation dans ces mêmes pays. Et, précisément dans la région du Moyen Orient, ce sont ces Etats qui cherchent à se doter, à tout prix, des armes de destruction massive.

Nous pouvons remarquer qu'ils se regroupent selon des caractéristiques communes. Ils sont d'abord des Etats autoritaires dirigés par des dictateurs qui n'ont aucune considération pour les normes du droit international ce qui en fait des Etats en proie à une instabilité politique intérieure chronique. Ils sont, ensuite, déchirés par des divisions internes et ou de profondes animosités de type religieux, idéologique ou culturel, souvent couplées à des disputes frontalières. Enfin, ces raisons rendent la probabilité d'un conflit à l'intérieur ou entre ces Etats plus grande qu'entre les puissances occidentales. On imagine aisément alors que la prolifération balistique, pour ces pays considérés comme pauvres, pourrait concerner davantage les armes chimiques et biologiques car bien plus abordables pour constituer une dissuasion stratégique.

Cette situation ne saurait être acceptable pour une superpuissance hégémonique telle que les Etats-Unis. Ils entendent bien signifier à tous ces Etats qu'ils veilleront, par un contrôle aigu, à réduire la prolifération des armements partout dans le monde et notamment dans les pays en voie de développement. A travers un document, considéré comme officiel, ils déterminent quels pays sont

susceptibles de menacer la paix par des acquisitions d'armes anormales. Le "War Prevention and Arms Transfer Control Act" préconise la prise de sanctions économiques à leur encontre. Ces sanctions visent les aides économiques pour le développement, les importations, les exportations et même les contrats avec les entreprises. Et si ces premières mesures s'avéraient insuffisantes, les Etats-Unis se tourneront vers la politique de la dissuasion. En commençant par la voie diplomatique ou économique afin d'enrayer la poursuite de programmes coûteux, pouvant aller jusqu'à la dissuasion militaire.

Pourtant, il serait totalement erroné de prétendre que ce type de langage pourrait trouver un quelconque écho dans des pays arabo-musulmans où la culture place la notion de martyr pour la lutte contre l'impérialisme américain parmi leurs valeurs suprêmes et où, pour certains régimes, massacrer leurs propres citoyens est un moyen pour régler une crise politique. On comprend, alors aisément, que les concepts occidentaux de dissuasion et de stabilité ne puissent obtenir que peu d'échos dans ces régions.

M. ASPIN, secrétaire à la défense du gouvernement CLINTON, définit une nouvelle politique de contre prolifération. Ces menaces de l'après Guerre froide place en premier lieu la prolifération des armes de destruction massive et en deuxième lieu les dangers régionaux émanant de puissances comme l'Irak, ensuite l'échec des réformes démocratiques et économiques dans l'ex-Union soviétique, enfin l'impact d'un danger économique sur la sécurité nationale. L'importance de cette politique est soulignée par la création d'une doctrine, la "Defense Counterproliferation Initiative", et d'un nouveau poste, celui de secrétaire adjoint à la défense pour la sécurité nucléaire et la contre prolifération. Dans ce contexte, de nouvelles armes sont étudiées pour pénétrer des installations souterraines et donner la chasse aux missiles. De nouveaux processus de planification militaire sont élaborés pour faire face à des adversaires possédant des armes de destruction massive. Cette nouvelle structure des forces démontre la volonté de l'administration américaine à « d'incessantes interventions dans le Tiers Monde » composante essentielle de son jeu hégémonique, Alain JOXE y voit un moyen de l'exploitation des « sociétés périphériques » dans le but de les contraindre à adopter un comportement de soumission aux lois de l'économie libérale.

1.3 L'intervention par un pays tiers

Il reste une autre solution, celle préconisée par les Israéliens. Illustré par le raid aérien contre le réacteur nucléaire irakien d'Iraq en 1981, la puissance « aérospatiale » devient l'arme essentielle à la dissuasion. Elle permet, de plus, de désarmer les éventuels adversaires dotés de missiles balistiques. Cependant, si cette solution a démontré son efficacité, les Etats-Unis ne peuvent pas l'adopter car elle est politiquement très peu acceptable et militairement très difficile. Ils préfèrent en temps de crise, frapper les premiers pour désarmer l'adversaire comme ce fut le cas au début de la Guerre du Golfe. Les hostilités étaient alors le bon prétexte pour détruire les usines d'armes chimiques, les centres de recherche sur les armes nucléaires et les sites de production de missiles balistiques.

Cependant, Israël n'a jamais été un allié facile pour les Etats-Unis. En témoigne la vente à la Chine d'un avion espion Phalcon, équivalent à l'Awac. Après avoir envoyé de multiples signaux par différents canaux, l'Administration CLINTON a décidé de monter d'un cran. Sandy BERGER, le conseiller du président à la sécurité nationale, a rencontré vendredi dernier le Premier ministre Ehoud BARAK et lui a signifié que sa demande de plusieurs milliards de dollars, destinée à moderniser Tsahal, serait prise en compte si Israël annule sa vente à la Chine.

Est-ce que l'Etat hébreu constitue-t-il la seule alternative pour une politique étrangère américaine au Moyen-Orient ?

En quelques années, Israël était donc devenu une sorte d'enclave de la société postindustrielle montante, l'un de ces points d'appui de la nouvelle économie comme Hong Kong, Singapour, Wall Street ou la City de Londres. Pour cependant pleinement profiter de sa position de tête de pont et diffuser ses richesses, l'Etat hébreu devait faire la paix avec ses voisins afin d'amorcer la constitution d'un marché commun moyen-oriental. Cette idée, développée par Shimon PERES et reprise par les Américains, a été le soubassement de la conférence de Madrid de 1991. Elle présentait en outre l'avantage d'intégrer les Palestiniens dans ce nouvel espace commun dont le noyau initial serait composé d'Israël et de la Jordanie. En revanche, elle stipulait clairement une domination israélienne, ce qui ne pouvait manquer d'irriter Damas, qui préconisait toujours son projet Grand-syrien, et d'exacerber les efforts du régime d'Hafez AL-ASSAD pour se maintenir au Liban, fenêtre

économique de la Syrie. Ce plan ne recevait pas seulement l'aval de Washington mais aussi celui des Européens qui, avec le projet Euromed, tentaient de mettre sur pied une vaste zone de libre échange entre l'Europe et son espace contiguë de la Méditerranée. Car apparemment concurrent au plan PERES, Euromed permettait d'amplifier les retombées des échanges inter atlantiques et de démultiplier, grâce à ses relations anciennes, politiques ou économiques avec le Machrek, le développement de cette région.

La complexité des problèmes d'insécurité dans le Tiers Monde est telle qu'il y aura sans doute bien peu de circonstances où des intérêts américains seront suffisamment affectés pour que soient sacrifiées des vies américaines. De plus, quels que soient les défis pour les intérêts occidentaux que poseraient, certains leaders islamiques, il n'y pas une menace islamique contre laquelle on puisse facilement déployer des forces militaires.

II- LES ETATS-UNIS ET LE MONDE ARABE

Depuis TRUMAN, les objectifs de la politique américaine dans la région du Moyen-Orient ont toujours respecté, peu ou prou, les soucis majeurs des Etats-Unis. Ils peuvent être résumés à la nécessité de contenir l'expansion et l'influence soviétique, à assumer la sécurité d'accès aux champs pétrolifères, à maintenir l'ouverture de marchés pour les investissements et les produits américains, y compris les armes et le savoir-faire qui les accompagne.

Ceci sans pour autant que le rôle stratégique d'Israël ne puisse être remis en question quoique peuvent en penser certains pays arabes ou que défend une idée communément véhiculée dans le monde occidental. Certains observateurs n'hésitent pas à affirmer que le " bénéfice stratégique " de la coopération compenserait largement son " coût politique ". Il serait même possible que l'influence des Etats-Unis auprès des Etats arabes proches de l'Amérique influence Israël.

Car, pour les Etats-Unis, la menace aux intérêts américains ne provient pas d'Israël mais bien de la précarité des amis de l'Amérique dans le monde arabe, de leurs problèmes sociétaux et politiques. Cela est d'autant plus vrai que ces deux alliés convergent dans la lutte, du moins apparente, contre la menace du « fondamentalisme islamique ».

Pourtant, les intérêts américains au Moyen-Orient nécessitent une prise en compte des revendications arabes relatives à la situation dans la région. Ceci afin de prévenir une déstabilisation des régimes pro-américains, en une « balkanisation » du Moyen-Orient.

Dès les années 50, les Etats-Unis, tout en étant favorable au nouvel état israélien, prennent conscience du contre poids arabes. Ils ne cherchent pas encore à faire pression sur les états arabes grâce à Israël, mais à les persuader de se mobiliser dans un système de sécurité antisoviétique. Si Israël doit être aidé et renforcé, les états arabes doivent l'être aussi et les deux doivent être sécurisés.

Aujourd'hui, les Arabes sont devenus capables de traduire l'exaspération provoquée par l'occupation de leurs territoires par des mesures combinées militaro-économico-diplomatiques ce qui force les Américains à se pencher plus sérieusement sur leurs propres préoccupations..

Pour l'opinion publique internationale, Washington se refuse à lever l'embargo qui frappe l'Irak depuis une dizaine d'années et pourtant ! En mai dernier, dans le cadre de la Conférence d'examen du TNP, Etats-Unis et Irak se mettent d'accord sur un compromis : Bagdad accepte de se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité, en contrepartie de quoi, les Américains se rangent aux cotés des pays arabes pour désigner nommément Israël et en exiger l'adhésion au Traité de non-prolifération nucléaire. Résultat de ce consensus surprenant: les cinq puissances atomiques s'engagent dans une déclaration finale à éliminer totalement leurs arsenaux nucléaires. Et par conséquent : l'adhésion d'Israël au TNP devrait entraîner la destruction de ses ogives.

Mais pour Israël, stigmatisé publiquement par son allié, renoncer à l'atome c'est prendre le risque d'une guerre conventionnelle avec les pays arabes coalisés; pas question donc d'abandonner la dissuasion nucléaire. Mieux que quiconque les Américains le savent, comme ils savent que leur collusion avec les Irakiens constitue un coup de canif dans le mariage qu'ils ont contracté avec l'Etat hébreu. Il est vrai que cette initiative américaine malheureuse intervient au moment où son traditionnel allié campe dans son intransigeance et s'ingénie à saborder le processus de paix.

Côté israélien, on ne se fait aucune illusion et l'on imagine aisément que les Irakiens ont obtenu des contreparties à cet accord. Celles-ci se sont présentées sous la forme d'un assouplissement de l'isolement de Bagdad.

Il pouvait s'agir, en premier lieu, d'un message destiné à M. BARAK et ses amis, militaires ou de la communauté du renseignement, pour qu'ils mettent fin à leurs provocations sanglantes qui pourraient mettre la région en ébullition. Washington, malgré ses maladresses passées, est toujours persuadé que la stabilité de la zone dépend d'un règlement politique de la question palestinienne et non d'un traitement militaire. En second lieu, la réintégration de l'Irak dans la communauté régionale puis internationale devrait ouvrir les yeux des autorités israéliennes sur la menace éloignée qui pèse, à terme plus ou moins bref, sur l'Etat hébreu. En d'autres termes, Israël n'a plus à se préoccuper de ses adversaires du premier cercle, plus ou moins neutralisés par les Américains, mais doit s'investir dans sa défense stratégique pour se garantir des menaces de l'Iran ou de l'Irak.

La cause palestinienne reste le seul souci majeur pour les leaders arabes dans la mesure où elle est chargée de menaces de déstabilisation. Elle est aujourd'hui éclipsée par les contingences de notre temps : contraintes économiques et nécessité

du développement. En se gardant de jeter de l'huile sur le feu, le sommet du Caire marque un véritable tournant dans la donne régionale car il montre la maturité du monde arabe.. Mais il laisse les Palestiniens régler eux-mêmes leur destin.

2.1 Etats-Unis et Etats arabes

L'administration CARTER avait l'intention d'améliorer les relations entre les Etats-Unis et le Tiers Monde, même si cela devait se faire au prix de concessions aux nationalismes avec pour souci premier la défense et l'extension des droits de l'homme pour tous les peuples de la terre. L'Amérique rejoignait, ainsi, sa tendance universaliste et Wilsonienne, son moralisme, son prestige et sa fierté.

Cette nouvelle orientation politique correspondait à l'époque où le Moyen-Orient apparaissait comme la région du monde la plus troublée : guerre civile au Liban, guerre entre les deux Yémen, le conflit israélo-arabe, la guerre Iran-Irak. De plus les Etats-Unis y avaient, comme c'est le cas aujourd'hui, des intérêts économiques, militaires et diplomatiques.

- Le cas de l'Arabie Saoudite :

L'Arabie Saoudite est le principal fournisseur de pétrole, Israël et l'Egypte reçoivent à eux deux le tiers de leur aide en provenance de l'étranger en 1980. La région du Moyen-Orient représente un marché de 47,7 milliards de dollars de 1971 à 1981. Au vu de ces chiffres, il serait facile de conclure que l'effort financier américain à l'égard de l'Egypte n'avait pour seul but que « d'encourager » le rapprochement israélo-égyptien dans le but de poursuivre et d'achever la politique menée par KISSINGER.

Dès le début de la présidence REAGAN, un nouveau danger apparaît et déjà remplace la menace du communisme international sur le déclin : l'Islam. Dès lors, deux grands soucis monopolisent une grande partie des énergies de son administration : la révolution islamique en Iran et le danger qu'elle peut faire courir aux monarchies arabes modérées ainsi qu'à l'approvisionnement de l'Occident en pétrole, et d'autre part l'occupation soviétique de l'Afghanistan interprétée comme une avancée vers les champs pétrolifères. Ces priorités amènent les Etats-Unis à négliger la recherche d'une solution au conflit israélo-arabe et à s'appuyer

prioritairement sur Israël pour des raisons dites stratégiques. Cette option est largement induite par la pression provoquée sur le congrès sous influence du puissant American Israel Political Committee et quelques organisations juives américaines. Selon Edouard TIVNAU, dans son livre "the lobby : Jewish Political Power and American Foreign Policy", l'Arabie Saoudite ne peut en aucun cas devenir un nouvel Iran. C'est ce qui motivera, entre autre, la vente à l'Arabie Saoudite de soixante chasseurs F15 et d'avions radar AWACS malgré les résistances au sénat et les difficultés avec Israël.

L'Arabie Saoudite, puissance régionale majeure, se bat à coups de capitaux pour maintenir son hégémonie sur les organismes islamiques dans le monde et cherche à convaincre les pays arabes de son rôle de gardien des lieux saints. Son attitude pose le problème de la répartition ou de la redistribution des richesses, le partage entre pays riches et pauvres, créant, inmanquablement, une nouvelle fracture de type Nord-Sud dans sa propre région. Depuis la guerre du Golfe ce fossé s'est accentué entre les pays fortement endettés et ceux exportateurs de capitaux en Europe ou aux Etats-Unis.

Dans son dernier rapport annuel, l'Agence internationale de l'énergie prévoit en effet une augmentation de la demande de 1,9 % par an jusqu'à 2020. Or, en raison du déclin des gisements parvenus à maturation, le relais devra être pris par l'Afrique occidentale, l'Amérique latine, l'exploitation off-shore profonde et surtout le Golfe.

Là où le bât blesse, c'est qu'avec un niveau de prix de 22 à 28 dollars le baril, hypothèse retenue tant par l'AIE que par l'OPEP, il sera extrêmement difficile, voire impossible de financer les énormes investissements indispensables pour augmenter les capacités de production. On cite le chiffre de 71 milliards de dollars d'ici 2005, compte tenu du coût du maintien des capacités actuelles.

Il faut aussi tenir compte de la réticence des pays du Golfe à ouvrir leur production aux compagnies étrangères. En tout état de cause, l'AIE considère que les sanctions américaines sur l'Iran devront être levées ainsi que l'embargo international sur l'Irak. Mais le temps presse pour ce dernier pays dont les réserves prouvées sont estimées à 100 milliards de barils, soit les deux cinquièmes de celles de l'Arabie saoudite, car le blocus auquel il est soumis, a entraîné la détérioration de son appareil de production et sans doute aussi une dégradation irrémédiable de ses gisements.

- Le cas de la Syrie :

Le 15 septembre dernier, un ATBM, missile balistique tactique de type Arrow-2, était lancé de la base aérienne de Palmahin, au sud de Tel-Aviv, et interceptait au-dessus de la mer un missile Black Sparrow, largué à partir d'un F-15, et censé représenter un Scud-B. Le projet Arrow a été développé avec la coopération des Etats-Unis qui ont fourni 65 % d'un budget estimé à un milliard de dollars. Selon les représentants de Tsahal, une batterie d'ATBM Arrow serait opérationnelle depuis mars et deux autres batteries devraient équiper les Forces de défense israélienne d'ici 2001 ce qui donne un net avantage aux armées de l'Etat hébreu dans la région.

Mais le 23 septembre, l'armée syrienne procédait au tir d'essai d'un missile Scud-D à partir d'une base située dans le Nord du pays. Le Scud-D a une portée de 6 à 700 km et donne une profondeur stratégique que les missiles de cette famille n'apportaient pas. Il peut ainsi atteindre Tel-Aviv s'il est tiré du Nord ou le Néguev s'il est lancé plus au Sud. L'existence de 26 sites de lancement de Scud, sans compter les sites fictifs, inquiète les responsables militaires israéliens qui se trouvent confrontés au problème du repérage de ces bases de lancement, surtout de celles qui sont situées dans la profondeur.

Car, il faut reconnaître que l'acquisition du Scud-D par les Syriens et le projet d'équiper leurs forces du Shehab-3 iranien, d'une portée de 1300 km, risquerait bien de modifier l'équilibre stratégique du Croissant fertile d'autant plus que jusqu'à présent, les Scud étaient achetés mais il semble que le contrat avec Pyongyang permette la production de ces missiles sous licence, ce qui dénote une avancée technologique des Syriens. Ces derniers s'intéressent aussi au Shahab-3, d'une portée de 1 300 kilomètres, en cours d'expérimentation en Iran.

Le président ASSAD semble avoir la nette volonté de poursuivre ses objectifs de toujours, ceux qui avaient déjà été exposés par son ministre des affaires étrangères, Farouk AL CHAREH à la conférence de Madrid en 1991-1992. : revenir sur le partage Sykes-Picot de 1916 qui a mis fin à l'ambition syrienne d'une Grande Syrie, non en cherchant à dominer la zone du Croissant fertile mais en prenant acte des changements intervenus, et créer une confédération syro - libano - jordanienne, en attendant que l'Irak puisse la rejoindre, qui ferait contrepoids à l'hégémonie politique et économique de l'Etat hébreu. Cette confédération fonctionnerait sur le principe chinois "un Etat, plusieurs systèmes", respectant ainsi le libéralisme politique relatif de la Jordanie et l'économie de marché du Liban qui redeviendrait

alors la plaque tournante, le Singapour pour reprendre l'exemple cité en introduction, du Moyen-Orient. La place de Beyrouth pourrait alors faire pièce aux ambitions israéliennes. Bien entendu, il ne serait plus question de laisser à l'OLP de Yasser Arafat le soin de négocier séparément sur les questions aussi bien territoriales que sur les problèmes qui intéressent le monde arabe en général tels que le statut de Jérusalem, le sort des réfugiés ou le partage de l'eau. Derrière cette construction géopolitique se profile un enjeu de taille, également convoité par les Israéliens : la reconstruction de l'Irak lorsque l'heure aura sonné.

Avec ces nouvelles évolutions stratégiques, nous pouvons aisément nous rendre compte qu'il peut y avoir une rupture, ou un nouveau déséquilibre, dans le marchandage sécuritaire qui régit, en partie, les relations américano-israéliennes. En effet, Israël a là un excellent prétexte pour demander un soutien accru à ses recherches en matière d'armement notamment en missiles anti-missiles. La position nouvelle de la Syrie au côté de l'Occident durant la Guerre du Golfe donne une possibilité d'ouverture sur les marchés libéraux, lire ici américains, dans le cas, par exemple, d'une restitution du Golan. Il est vrai, également, que la mort du "vieux lion" remplacé par un fils rompu à l'éducation occidentale plaide très favorablement dans ce sens. Pourtant, la lenteur quasi caricaturale que prend cette tendance à l'ouverture, démontre bien, quant à elle, tout le poids encore omniprésent des traditions et des influences paternelles.

- Le cas de l'Egypte :

Depuis la mort du roi HUSSEIN de Jordanie et celle d'Hafez AL-ASSAD, le rôle d'Hosni MOUBARAK dans la politique régionale prend de plus en plus d'importance. Alors que le président égyptien n'était guère disposé à intervenir dans le processus de paix tant que les accords intérimaires ne seraient pas intégralement appliqués, il a été consulté à maintes reprises par Yasser ARAFAT et quatre fois au moins par Ehoud BARAK au cours des six mois écoulés. Cette stature de maître à penser du Moyen-Orient n'a donc fait que se consolider depuis le sommet arabe du Caire en 1996, au cours duquel la politique de Benyamin NETANYAHOU avait été fermement condamnée. Malgré tout, en récompense des services rendus à la paix, l'Egypte a reçu 32 milliards de dollars des Américains depuis Camp David.

En faisant il y a quelques années le choix stratégique de la paix, Le Caire comme Amman ont privilégié le développement économique indispensable aux deux

pays. Sur les 2,5 à 3 milliards de dollars que les Etats-Unis consacrent à leur aide, 2,2 milliards de dollars vont à l'Egypte qui espère vendre prochainement son gaz naturel à Israël. La récente mise en service de la raffinerie de pétrole égypto-israélienne d'Alexandrie, financée par le consortium franco-italien Technip-TPC, témoigne avec éclat de la volonté du Raïs de s'insérer dans les grands courants régionaux et mondiaux. Il en est de même pour ABDALLAH II qui entend réunir les forces vives du royaume, son seul capital puisqu'il ne dispose pratiquement pas de ressources naturelles. Comme nous l'analysions dans "Med Intelligence" du 30 septembre dernier, le remplacement aux fonctions de premier ministre d'Abdel Rauf RAWABNEH par le libéral Ali ABOU RAGHEB est à cet égard symptomatique. Il ne faut pas non plus oublier que c'est à travers la Jordanie que se sont établis les liens commerciaux secrets entre l'Etat hébreu et les pays du Golfe depuis les ratés du processus de paix. Dix milliards de dollars d'exportations israéliennes en direction des pays arabes sans représentation et deux milliards de dollars d'importations vers Israël transitent par le royaume.

2.2 Etats-Unis et Islamisme

La vulnérabilité du monde musulman est considérable. D'après les stratèges américains, le bloc islamique est vulnérable du point de vue philosophique et technologique, car la doctrine de l'islam orthodoxe, figée depuis le XIe siècle, maintient les peuples musulmans dans le fixisme et condamne à l'échec les tentatives de modernisation. Disposant de ressources naturelles considérables, le monde musulman est censé devenir, d'après les Américains, un marché de consommation d'un milliard de personnes. Mais il demeure incapable d'acquérir une autonomie politico-militaire et économique.

Les Etats-Unis sont convaincus que les jeunes nations islamiques détentrices de richesses naturelles ont besoin de la technologie occidentale pour pouvoir les exploiter. En quête de nouveaux contrats d'exploitation des réserves d'hydrocarbures, ils se rapprochent des régimes nationalistes et islamistes d'Asie centrale, exploitant l'hostilité souvent « revancharde » des peuples musulmans envers les anciennes puissances coloniales russo-européennes.

Tout d'abord, la possible prolifération incontrôlée d'armes conventionnelles ou à destruction massive constitue une menace indéniable pour les intérêts de sécurité.

Mais, elle n'est pas la seule. Bien plus diffus, le terrorisme est capable d'atteindre insidieusement aussi bien le citoyen américain que les bases militaires. Enfin, la dépendance de l'Occident envers certaines matières premières, surtout le pétrole, demeure encore aujourd'hui importante. Une situation d'instabilité dans la région pourrait indéniablement compromettre l'importation de minerais considérés, jusque là, comme stratégique. La possibilité pour les Etats-Unis de pré-positionner une force dans la région du Moyen Orient pourrait à la fois assurer la protection de certains intérêts qu'ils considèrent vitaux et la possibilité de lancer une intervention rapide sur un objectif du Tiers Monde tout en assurant parallèlement une assistance militaire technique avec les nations amies.

Depuis la fin des années soixante-dix, les Etats-Unis ont, indirectement ou directement, involontairement ou volontairement, soutenu des mouvements islamistes, principalement sunnites.

Ce constat peut surprendre si l'on se réfère aux raids américains contre des bases terroristes d'Oussama BEN LADEN durant l'été 1988. Ce qui déplaît à Washington c'est l'aspect révolutionnaire et réformiste des mouvements islamistes bien plus que le fondamentalisme religieux en tant que tel.

Il est vrai que cette politique, quelque peu particulière, est à replacer dans le contexte de l'époque qui était celui de la guerre froide. Son but était bien de porter un coup final à l'Union soviétique, c'est pourquoi le département d'Etat décida de resserrer ses liens avec deux de ses plus redoutables ennemis en Asie : la Chine et l'islamisme.

Mais ce ne serait pas l'unique but de cette politique, il y en aurait eu un autre, bien plus pragmatique et économique et qui pourrait se résumer à la nécessité, pour les Etats-Unis, de conserver une emprise sur les réserves d'hydrocarbures du Moyen-Orient. Pour ce faire, ils se seraient donnés pour objectif de contrarier les mouvances les plus modernistes de l'Islam, tel que celles présentes en Irak, et les plus révolutionnaires résidant principalement en Iran et en Libye, qui cherchent désespérément à échapper à « l'impérialisme économique » américano-saoudien.

Déjà en 1982, le soutien américain en faveur de groupuscules islamiques se concrétisait par l'ouverture d'un centre de recrutement pour combattants islamistes, le " El-Kifah Center", à Brooklyn, par la CIA sous l'autorité de William CASEY. Les volontaires recrutés dans ce centre étaient autorisés à s'entraîner à tirer au "High

Rock Shooting Range" de Naugatuck dans le Connecticut. Notons que 17 centres semblables seront ouverts par la suite dans d'autres Etats de l'Union.

D'autre part, les islamistes doivent une grande partie de l'influence qu'ils exercent dans l'ensemble des pays musulmans aux moyens financiers que leur donne la dynastie saoudienne depuis l'époque où il lui importait de contrer les thèses nassériennes de l'unité arabe par l'exaltation d'un projet plus flou et plus lointain, donc moins dangereux, celui de l'unification de tous les Musulmans. D'où le financement par l'Arabie Saoudite des mouvements fondamentalistes, avec l'aval des Etats-Unis, pour lesquels ils prenaient le rôle d'antidote à l'égard de la subversion communiste.

Avec la guerre du Golfe (1990-1991) et à la suite de la chute de l'Union soviétique (1991), la stratégie pro-islamiste de Washington connaîtra un premier infléchissement. La présence de soldats « infidèles » en Arabie, terre du Prophète, est insupportable aux yeux des anciens collaborateurs islamistes des américains. La stratégie confessionnelle américaine semble alors être remise en question, surtout avec l'attentat du World Trade Center de février 1993 à New York, auquel succéderont ceux de novembre 1995 contre une caserne en Arabie Saoudite et de juin 1996 contre des militaires américains à Khobar.

La guerre du Golfe fut l'occasion, pour la plupart des mouvements islamistes, de fustiger l'Arabie Saoudite et le « Grand Satan » américain. Mais, comme l'explique Ghassam SALAME, « les mouvements islamistes n'ont pas tous soutenus l'Irak ». Les Frères musulmans koweïtiens, par exemple, ainsi qu'une partie des Frères égyptiens, ont fortement condamné l'invasion du Koweït par l'Irak, ou bien sont restés silencieux.

Malgré cela, Washington ne semble pas avoir réellement remis en cause son soutien aux mouvements et Etats fondamentalistes. Le Département d'Etat ne partage pas la méfiance des officiels européens, surtout français, vis-à-vis de l'islamisme, considérant improbable le phénomène de contagion à toute l'Afrique du Nord et au reste du monde musulman. Il continue d'établir une différence entre « islamisme modéré » et « extrémiste ». Mais, à ce point du débat, les points de vue divergent et l'on voit apparaître deux écoles opposées qui s'affrontent.

La première, représentée par Samuel HUNTINGTON, Yossef BODANSKY, l'islamologue pour le monde arabe au NSC, considère que l'islam politique est, à terme, une menace pour l'ensemble du monde non-musulman. Quant à la seconde,

elle estime, au contraire, « que le réveil islamique » s'inscrit dans l'évolution politique des sociétés musulmanes et qu'il n'est nullement hostile à l'Occident et aux valeurs de la démocratie moderne ». Dans cette optique, il suffirait aux Etats-Unis d'établir des relations avec les islamistes les moins anti-américains. Les éventuels dégâts susceptibles d'être causés par ces derniers aux Américains seraient jugés négligeables par rapport aux dividendes qu'une bienveillance à leur endroit pourrait leur rapporter à long terme, au cas où ces islamistes accéderaient au pouvoir.

Cette politique de soutien aux Islamistes est également reprise par son allié hébreu. En effet, fortement préoccupé par le nationalisme arabe et le terrorisme palestinien (FPLP, Fatah) et voulant saper l'emprise de l'OLP, Israël favorisa également, dès les années 1970, l'émergence des mouvements islamistes palestiniens dans les territoires occupés.

Pour Tel Aviv, l'Etat irakien et les mouvements nationalistes arabes socialisants sont plus dangereux que l'Iran islamiste. Le cas se vérifie notamment lorsque Bagdad était en train d'acquérir la première industrie nucléaire civile du monde arabe, grâce à une coopération scientifique avec la France, qui s'apprêtait à vendre à l'Irak un réacteur nucléaire de 700 mégawatts. Les deux pays insistaient sur l'utilisation civile du réacteur supposé fournir de l'électricité pour Bagdad, « mais Israël craignait qu'il serve à fabriquer des bombes atomiques destinées à l'anéantir ».

Américains et israéliens ne voulaient pas concéder aux Irakiens laïques ce qu'ils toléraient du Pakistan fondamentaliste.

Enfin, pour corroborer cette dernière thèse, notons que l'affaire de l'Iran-Gate a apporté la preuve qu'une entente, tactique, certes, avait existé entre l'Iran khomeinyste, Israël et les Etats-Unis, lesquels conclurent des contrats de ventes d'armes avec l'Iran. Dans le même temps, Israël vendait secrètement pour 500 millions de dollars d'équipement militaire à l'Iran.

2.3 Etats-Unis et Irak

Aujourd'hui, Washington continue à exploiter le discrédit dont souffrent les anciennes puissances coloniales européennes et espère être l'unique bénéficiaire des contrats d'exploitation d'hydrocarbures, dont les plus importants gisements sont situés dans l'Eurasie islamique. En effet, si l'on prend en

compte les réserves du Golfe, d'Afrique du Nord et d'Asie centrale, ce sont près de 75% des réserves mondiales prouvées qui sont entre les mains du monde musulman. Par conséquent, les Etats-Unis, qui veulent épuiser le moins vite possible leurs réserves, entendent continuer à contrôler le trafic pétrolier et à bénéficier du rôle privilégié que joue le dollar dans celui-ci.

En fait contrairement aux puissances européennes, les Américains peuvent se permettre d'être honnis au Moyen-Orient, parce qu'ils sont encore la plus grande puissance économique et militaire au monde. Ils tablent ainsi sur la montée générale des mouvements islamistes qui se félicitent, dans leur for intérieur, de l'anéantissement de l'Irak.

Certains analystes pensent donc, que l'invasion du Koweït a été encouragée par la CIA et le Département d'Etat, via John KELLY, secrétaire d'Etat adjoint chargé du Moyen-Orient, et Aprill GLASPIE, ambassadeur des Etats-Unis. « Nous n'avons pas d'opinions sur les conflits interarabes comme les différends frontaliers entre l'Irak et le Koweït. C'est une règle ancienne que James BAKER a donné ordre à son porte-parole de confirmer », déclara Mme GLASPIE le 25 juillet 1990, alors consultée par Saddam HUSSEIN qui s'interrogeait sur la position de Washington à la suite de l'envoi de troupes irakiennes vers le Koweït.

L'intervention américaine dans le Golfe suite à l'invasion et l'annexion du Koweït le 02 août 1990 par Saddam HUSSEIN, s'inscrit dans le nouveau rôle que les Etats-Unis entendent jouer dans le monde du "post- containment" de l'après URSS. Cette politique n'était pas si nouvelle au regard des priorités redéfinies en 1990 par Georges BUSH et ses conseillers. Conformément au message médiatique, l'intervention américaine fut conduite en réponse à une agression caractérisée vis à vis d'une nation amie. Bien plus, les motivations américaines étaient d'ordre économiques en empêchant Saddam HUSSEIN de contrôler les prix du pétrole en mettant la main sur plus de 34% de la production mondiale.

L'intervention avait également un volet stratégique puisque Washington redoutait que l'Irak ne soit sur le point de posséder l'arme nucléaire remettant en cause l'équilibre des forces dans la région au détriment de son allié : Israël. Mais c'est surtout le soucis stratégique qui motive la présentation, en avril 1990, par le conseiller du président BUSH pour les affaires de sécurité, Brent SCACROFT, du concept d'un « nouvel ordre mondial ». Toutefois, quoique l'on peut conclure sur la victoire américaine, des questions restent en suspens. L'intervention américaine a été

malgré tout soumise à une double contrainte : l'obligation morale d'un large soutien international et la possibilité de trouver la plus grande partie du financement chez ses alliés arabes. Est-ce que cet état de fait signifie-t-il la fin du monopole de la superpuissance militaire américaine ? Indéniablement non, elle révèle néanmoins ses limites.

En effet les Etats-Unis ne peuvent plus agir seuls comme à l'époque de la guerre du Vietnam. Au moins parce que le déficit intérieur et extérieur le leur interdit. La deuxième inquiétude est le rapport « qualité-prix » de cette intervention. Si elle a bel et bien éliminé le syndrome Vietnam, si elle a réussi à repousser les forces irakiennes et à détruire les armes de destruction massive, le monde ne comprend pas le maintien d'un blocus économique, d'une zone de sécurité depuis mars 1991, et d'une zone d'interdiction de vol depuis août 1992. En effet cette série de contraintes qui semble s'éterniser, si elle fait souffrir assurément la population civile irakienne, le temps le prouve, n'a pas remis en question ni la présence, ni l'autorité de Saddam HUSSEIN à la tête de son pays.

Indépendamment du caractère dictatorial du régime de Saddam HUSSEIN, il n'est pas infondé de dire que ce dernier essaya, à travers l'idéologie du Baass et sa conception en partie pré-musulmane de la nation irakienne et arabe, de créer les conditions d'une ouverture philosophique et scientifique du monde arabo-islamique. Les résultats techniques et la relative laïcité du régime (statut des minorités chrétiennes, de la femme, etc.) ont d'ailleurs fait de l'Irak l'un des pays les plus avancés du monde arabe. Mais l'islam orthodoxe et radical pouvait difficilement tolérer une telle exemplarité « impie ». Voilà pourquoi les islamistes, montrant les exemples turc et irakien en épouvantails, assassinent d'abord les intellectuels désireux de se libérer du carcan théocratique musulman, ce qui sert d'ailleurs objectivement, d'une certaine manière, la stratégie américaine.

Début 1992, l'amiral David E. JEREMIAH, vice-président du comité des chefs d'état-major intégrés expose les scénarios de conflits les plus probables après la guerre du Golfe. Sur sept scénarios envisagés, cinq concernent le Tiers Monde dont deux impliquent l'Irak. Le but est de guider le Pentagone à développer « une stratégie militaire nationale centrée sur les questions régionales ». Cette thèse est confirmée par Robert GATES, directeur de la CIA en 1992, qui désigne également l'Irak comme une préoccupation majeure malgré Desert Storm et la surveillance des experts internationaux. Il ajoute à cette menace l'Iran qui se dote d'armes spéciales,

notamment en missiles balistiques dont la technologie est principalement fournie par la Corée du Nord et la Chine. La Syrie se tourne également vers l'extrême Asie au même titre que la Libye pour la construction d'une usine d'armes chimiques et l'Algérie pour une centrale nucléaire.

Ces faits apparaissent également dans des études d'universitaires américains qui insistent sur le fait que la principale menace pour la paix est bien la prolifération des armements dans les pays en développement sous la forme d'une série de puissances régionales.

Certains analystes n'hésitent plus à avancer l'idée que le seul but américain est de maintenir l'Irak dans un état de pays sous-développé afin de préserver le leadership israélien sur la région tant que cette dernière ne sera pas sortie du « guêpier » palestinien.

La politique étrangère américaine vis à vis de l'Irak n'est pas aussi originale qu'elle prétendrait être. En effet, elle se résume à la défense de ses propres intérêts qu'elle camoufle derrière des prétextes trouvant une légitimation dans des notions sécuritaires régionales ou humanitaires occidentales, d'offres économiques pour aboutir à des menaces de sanctions si l'Etat "hors norme" n'obtempère pas. Ainsi pouvons nous affirmer que la récompense à l'Iran, s'il venait à accepter les normes mondiales sur le terrorisme, la prolifération et les droits de l'homme est bien économique. Dans d'autres parties de la région, c'est en relevant le défi de la construction de la paix qu'elle agit dans les meilleurs intérêts des Etats-Unis, car la paix crée un climat favorable à la croissance économique et à la démocratie, ce qui conduit à une plus grande stabilité.

Aujourd'hui, en Irak, l'objectif principal des Etats-Unis n'a pas changé depuis la fin de la guerre du Golfe, il y a sept ans. Les Etats-Unis sont fermement résolus à empêcher Saddam Hussein de menacer une nouvelle fois les pays voisins de l'Irak et le reste du monde tout en voulant venir en aide au peuple irakien.

Depuis 1998, ils fondent leurs actions de coercition par une légitimation internationale en affirmant que "les dirigeants irakiens ont menti et caché les informations, harcelé les inspecteurs de l'ONU et entravé leur travail". Car selon l'accord de février, l'Irak était tenu de donner accès à tous les sites, sans restriction, aux inspecteurs de l'ONU, y compris à ceux qui leur avaient été interdits auparavant. Jusqu'à cette date, les inspections prévues par cet accord s'étaient déroulées sans problème. Les Etats-Unis ont l'intention de continuer à insister pour que l'Irak suive

les résolutions du Conseil de Sécurité non seulement à la lettre, mais dans un esprit de coopération. Si ce n'était pas le cas, les sanctions seront maintenues.

Bien que les effectifs militaires américains dans le golfe reviennent à leur nombre initial, leurs troupes restent fortes, souples et bien équipées. En cas de nécessité, elles peuvent être rapidement renforcées.

Cependant, il est indéniable que leur puissance tout comme leur influence trouvent leur limite dans le conflit israélo-palestinien, plus connu sous le nom de "l'Intifada". En effet, ils ne pourront pas forcer les parties israéliennes et palestiniennes à se mettre d'accord. Il ne serait d'ailleurs pas opportun qu'ils essayent de le faire, car de même que le mérite d'avoir instauré la paix avec tous ses bienfaits reviendrait aux dirigeants israéliens et palestiniens, les conséquences de l'échec reposeraient sur ceux qui l'auraient empêchée d'aboutir. De plus, les conséquences d'un échec seraient si lourdes en répercussions sur l'aura internationale des Etats-Unis et du président de la république que personne n'est prêt à prendre ce risque.

Cet état de fait ne les empêchent pas de poursuivre leurs efforts diplomatiques dans ce sens, espérant qu'ils puissent continuer à compter sur les parlementaires pour les aider à faire voter des mesures capables de financer les programmes d'aide au processus de paix, tels que les Fonds de Soutien Economique et le Financement Militaire à l'Etranger pour leurs partenaires régionaux dans la recherche de la paix – Israël, Egypte, Jordanie, et les régions sous autonomie palestinienne.

En fait, il est à noter que depuis quelques années, le niveau de l'aide fournie à cette région a fait l'objet d'examen de plus en plus minutieux, car le budget d'aide à l'étranger a diminué et les fonds sont répartis plus prudemment que jamais. "Nous accueillons avec plaisir l'initiative du gouvernement israélien qui a entamé des discussions avec la Maison Blanche et le Congrès sur la réduction progressive des subventions économiques jusqu'à leur élimination totale, associée à une augmentation de l'aide militaire". Cette déclaration montre bien l'intention de Washington de poursuivre le soutien inconditionnel de l'Etat d'Israël sous quelque forme que ce soit.

Car plus que jamais, s'il est une région essentielle au maintien de la paix et de la sécurité internationale, c'est bien ce croissant de terres qui relie l'Asie et l'Europe, et qui comprend le Golfe Persique et le Moyen Orient.

III- ETATS-UNIS ET ISRAEL

Les relations, qui unissent les Etats-Unis à Israël, paraissent avoir un impact toujours important, sinon crucial, dans les conflits israélo-arabe et les processus de leurs règlements dans leur dimension historique, militaire, politique, diplomatique, économique et même psychologique.

Chaque partie, en présence, démonte le mécanisme des relations privilégiées entre les Etats-Unis et Israël selon sa propre idéologie, sa rationalité et ses besoins. Ainsi, il y a une multiplicité, voire confusion, des explications proposées. Mais pour cette étude, nous nous contenterons d'en retenir les principales : Israël est un atout stratégique pour les Etats-Unis et leurs intérêts convergent. Les Etats-Unis se sentent liés par un engagement moral et culturel envers l'état juif, de plus, le lobby juif américain est tout puissant et pèse considérablement dans les orientations de la politique américaine.

3.1 La politique américaine après 1967

Les observateurs n'hésitent pas à attribuer aux conséquences de la guerre de 1967 la fulgurante ascension du statut stratégique d'Israël et ce jusqu'en 1973. Notons que cette époque correspond également à l'épisode de l'attaque israélienne contre le navire espion américain LIBERTY au large du Sinaï le 8 juin 1967. Notons également que toutes les circonstances de cette attaque ne sont pas encore éclaircies, qu'elle n'est certainement pas une erreur israélienne et que ce navire avait la capacité d'intercepter toutes les communications israéliennes et, par conséquent, pouvait gêner la liberté de manœuvre de Tel-Aviv. Notons, enfin, que cet incident, loin de créer des tensions entre les deux puissances, a été interprété par Washington comme la nécessité pour Israël de pouvoir agir seule dans le cadre d'une convergence stratégique globale avec les Etats-Unis.

D'ailleurs, même si parfois l'Administration consentait à faire un pas vers certaines revendications arabes, au cours de ce conflit, c'est d'abord la « permissivité de facto » à l'égard des actions israéliennes qui primait. Cette

attitude, loin de faire avancer le processus du règlement de cette guerre, a été le prélude à une allocation progressive, croissante et exclusive vers Israël en armes. Dès janvier 1968, JOHNSON promet officiellement de maintenir la capacité de défense militaire d'Israël sous un examen actif et bienveillant. Ce penchant marqué pour l'Etat hébreu est unique en son genre dans la politique étrangère américaine au Moyen-Orient.

Cette attitude pourrait parfaitement répondre à l'analyse suivante : aux yeux de beaucoup de responsables américains Israël était un atout de poids dans la région. En effet, la victoire rapide et écrasante de l'Etat hébreu donne le sentiment que la politique américaine menée jusqu'à présent dans la région était la bonne et que pour l'avenir prévisible, Israël était la seule puissance existante dans le champ du Moyen-Orient. De plus, les informations transmises à Washington sur l'équipement soviétique capturé et la contribution d'Israël à la sécurité américaine en fermant à L'URSS la route du canal de Suez pour l'approvisionnement de Hanoi ne pouvaient que convaincre les Américains de son rôle majeur dans la région.

Idéologiquement, la doctrine de l'atout, qui imprègne l'opinion publique, emporte la conviction du lobby pro-israélien et du Congrès et touche, par conséquent, l'Administration. Les idées simples telles que l'exclusivité des liens israélo-américains, la valorisation de l'assistance à Israël, la versatilité arabe à l'égard de l'Amérique, la lutte contre l'URSS conduisent à des affirmations auxquelles aucun homme politique ne cherchera à s'opposer.

Ces concepts sont : la communauté d'intérêts israélo-américains, la nécessité d'une fermeté à l'égard des Arabes et des Soviétiques, la vanité de tout compromis avec eux. A la lumière de cette idéologie, nous pouvons affirmer pour conclure que cette « option » était la plus facile à réaliser et la plus économique pour les Etats-Unis. Croire en la force d'Israël, seule force dans la région, capable de toujours réduire à néant l'influence soviétique au Moyen-Orient, se laisser submerger, au niveau national, par les puissants plaidoyers du lobby et du Congrès, c'est, en d'autres termes, pour les Etats-Unis le moyen de ne pas trop s'impliquer autrement que par la fourniture de l'aide économique et de l'armement à Israël.

Cette position permet aux décideurs américains à la fois de faire profiter Israël des conséquences bénéfiques qui découlent de la doctrine de l'atout tout en

leur laissant la liberté de penser que l'activisme israélien est la véritable cause du renforcement des soviétiques au Moyen-Orient. Ils peuvent donc multiplier les déclarations sur la nécessité d'un règlement, en être « intimement » convaincus, entreprendre les démarches qu'ils jugeront nécessaires dans ce sens. Ils peuvent donc mener des initiatives plus timides que sérieuses pour un règlement de la situation au Moyen-Orient, tout en préservant une continuation globalement inconditionnelle de l'aide américaine à un Israël jouissant d'une nette supériorité régionale. Ces timides initiatives pourraient avoir pour objet implicite de constituer une sorte de prime d'assurance de faible coût pour sauvegarder l'avenir, l'autre attitude permettrait aux Etats-Unis de se rabattre si l'option principale d'Israël comme atout venait à être dommageable.

Dans certains cas, les décideurs peuvent ne pas avoir d'autres options que l'octroi de cette aide inconditionnelle. Cela peut s'expliquer par des contraintes et des pressions internes mais cela peut répondre à la nécessité de ne pas montrer aux pays radicaux arabes, dans le cas d'une pression politique sur Israël en temps de crise, que leurs alliances et leurs méthodes sont finalement payantes. Cette explication pourrait démontrer ou même résorber l'ambiguïté de la doctrine américaine concernant l'Etat hébreu dans l'après 1967.

Bien plus favorable à l'Etat d'Israël que celle de ROGERS, la politique étrangère américaine à l'égard du Moyen-Orient prônée par KISSINGER encourageait à un rapprochement plus radical. En effet, il instaura une habitude de consultation directe avec l'ambassadeur israélien, lequel pouvait à l'avenir contourner le Département d'Etat pour obtenir du président un traitement plus favorable à Israël. Nous retiendront à ce sujet, la consultation KISSINGER-RABIN qui se manifesta en particulier lors de la crise palestino-jordanienne de septembre 1970. Notons que ce qui fut considéré, à l'époque, comme une dissuasion directe et locale fut fourni par Israël sans qu'elle en soit chargée par Washington. Cette initiative n'avait d'autre but que d'insister sur l'intérêt intrinsèque et déclaré de l'Etat hébreu à sauvegarder, juste à ses frontières, ce qui lui est favorable dans le statu quo, et à prévenir la victoire à Amman d'ennemis bien plus activistes. Ayant perçu cela, KISSINGER n'hésite pas à compter, régionalement, sur Israël tout en manifestant fermement aux Soviétiques qu'il n'admettrait pas leur interférence contre une action de Tel-Aviv éventuelle prenant, cette fois-ci, le risque d'une escalade Est-Ouest.

L'étude de la crise jordanienne appelle un constat d'ambiguïté. La portée des assurances américaines ne peut être évaluée avec précision, puisqu'il n'y a pas eu d'escalade. D'autre part, il est difficile d'estimer jusqu'à quel degré les préparatifs militaires américains et israéliens ont contribué au succès de la Jordanie. Retenons que les responsables américains, dans les leçons stratégiques tirées de cette crise, auront minimisé les facteurs conjoncturels favorables au roi Hussein pour exagérer le rôle positif israélien au Moyen-Orient et dans la compétition Est-Ouest. Qu'elles que soient les ambiguïtés liées à la crise jordanienne, celle-ci marquera un tournant décisif dans la perception du rôle d'Israël par Washington.

D'autres verront dans l'initiative américaine l'alibi ou la justification suffisante à un rapprochement avec l'Etat hébreu et un renforcement des aides financières et militaires tout en sauvegardant ses acquis auprès des Etats arabes modérés.

La crise du Moyen-Orient du 06 octobre 1973 est également attribuée à un facteur étranger à l'hégémonie israélienne, à une ingérence soviétique dans la région, or rien ne prouve que l'initiative syro-égyptienne à l'encontre d'Israël a été dirigée par l'URSS. En tout les cas, cette fustigation par l'Amérique lui donne l'occasion d'établir « légitimement » un pont aérien pour fournir les armes et munitions vers les israéliens. Ce qui n'empêchera pas l'habileté de KISSINGER de faire triompher, en juin 1974, la nouvelle position des Etats-Unis dans la région du Moyen-Orient.

Pourtant force est de constater que c'est bien à cette époque qu'Israël cherche à imposer sa nouvelle forme de politique étrangère du « mis devant le fait accompli ». Elle conduit les Etats-unis à recentrer leurs intérêts de politique extérieure sur la question israélo-palestinienne en conduisant l'invasion du Liban en juin 1982. C'est bien là un moyen pour réamorcer la résolution du conflit israélo-arabe, initiative reprise par REAGAN le 1^{er} septembre 1982 à travers un plan de paix qui sera mis en échec par les massacres des camps de Sabra et Chatila avec la complicité des autorités israéliennes le 16 et 18 septembre.

3.2 La chute de l'URSS et Israël

Avec l'effondrement de l'Union soviétique, les liens entre Washington et Tel Aviv auraient pu se relâcher puisque la menace que Moscou faisait peser sur le Moyen-Orient avait disparu.

Dès 1980, Ariel SHARON estimait en effet que le périmètre de sécurité d'Israël allait du Pakistan au Maghreb, en passant par le Golfe, la menace ne venant plus de l'établissement d'un Etat palestinien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza ou d'une attaque surprise des Syriens à travers le Golan, mais de l'arsenal d'armes de destruction massive que se constituaient les régimes de Téhéran et de Bagdad. Les attaques de SCUD sur Tel Aviv début 1991 ne pouvaient alors que catalyser cette nouvelle pensée stratégique israélienne.

Dans le même temps, Washington alors confronté au vide militaire provoqué par la fin de la guerre froide, devait se construire une nouvelle doctrine stratégique qui se traduisait pour le Moyen-Orient par un double endiguement à l'égard de l'Irak et de l'Iran. En filigrane, on retrouvait la doctrine Carter.

Le nouveau concept américain se fondait sur une dissuasion stratégique à la base de laquelle se trouvait un système d'armes incluant à la fois des moyens nucléaires et une technologie avancée, destiné à convaincre l'adversaire que le coût d'une agression serait inacceptable par lui. Dans ce cadre, né de la guerre des étoiles du président Reagan, les programmes de "Theater missile defense" (TMD), expression que l'on pourrait traduire par missile anti-missile de théâtre d'opération, reprenaient toute leur importance. Le battage fait autour des batteries de Patriots, bien qu'elles n'aient pas pleinement joué leur rôle, livrées à Israël pendant la guerre du Golfe démontre l'irruption du nouveau concept dans la bataille d'alors et à fortiori d'aujourd'hui. Autre moyen mis en oeuvre, l'interopérabilité, tant au niveau des systèmes d'armes que du renseignement, dont la mise en commun devait permettre une conduite rationnelle des opérations.

Confronté à de nouvelles menaces, Israël se lançait alors dans la bataille technologique pour acquérir une supériorité qualitative sur ses adversaires potentiels. L'excellence de son industrie de pointe le lui permettait. Dans un rapport publié en 1995 par le Conseiller économique et commercial auprès de l'ambassade de France en Israël, on note en effet qu'en "vingt ans, l'industrie de

haute technologie est devenue l'élément clé de l'industrie israélienne" qui se positionne dans des niches telles que l'imagerie médicale, les biotechnologies, l'aéronautique ou l'informatique. Et le Conseiller cite une étude réalisée par la "Harvard Business Review" selon laquelle "le premier atout de l'économie israélienne réside dans ce que l'on appelle le "brainpower" des instituts de recherche parmi les meilleurs du monde (Technion, WEIZMAN) et une main d'oeuvre qualifiée". Ce capital humain, renforcé par une immigration de qualité compte une "proportion d'ingénieurs et de scientifiques... la plus élevée du monde, de l'ordre de 1,3 % contre 0,8 % aux Etats-Unis par exemple... Les jeunes israéliens sont parmi les plus diplômés des pays occidentaux, devançant déjà le Japon et la Grande Bretagne... La proportion de travailleurs engagés dans la R & D (9 pour 1000 contre 5 à 6 pour mille aux Etats-Unis) est également révélatrice".

Or, le commencement de l'Intifada dans les territoires occupés en décembre 1987, avec ce que cela entraîne comme déstabilisation au plan sécuritaire intérieur propre à l'Etat hébreu, donne la preuve flagrante, de part l'inopportunité des réponses apportées par le gouvernement, qu'Israël n'est pas prête à trouver des solutions démocratiques à ses propres problèmes. L'opinion publique découvre un Etat aux valeurs occidentales qui se comporte à l'identique de ses voisins considérés comme non démocratiques. Cette situation, qui pourrait remettre en cause des soutiens ayant pour base la défense de valeurs morales occidentales, peut mettre les Etats-Unis en porte à faux par rapport à leurs choix d'alliance stratégique. C'est une des raisons qui a amené l'administration américaine à s'intéresser à nouveau au conflit israélo-arabe. L'opinion publique américaine fait pression sur le gouvernement à la suite des émissions de télévision montrant la rudesse de la répression israélienne. C'est la première fois où les lobbies pro-israéliens n'anticipent pas sur l'impact des médias. De plus, Yasser ARAFAT semble avoir assimilé les leçons du passé et prend l'initiative du « politiquement correct » en matière de diplomatie internationale, notamment par la reconnaissance d'Israël par l'OLP et la fin de la lutte armée y compris par le biais du terrorisme. L'administration américaine ne pouvait donc pas demeurer en reste, elle prit la voie d'une nouvelle politique qui lui était désormais ouverte au Moyen-Orient.

Pour l'heure, Israël a fait sienne la doctrine américaine de lutte contre le développement des armes de destruction massive et de défense active ou passive,

contre l'emploi de tels systèmes d'armes, accompagnés de mesures diplomatiques, politiques, économiques et policières destinées à contrer les "Rogues States", ou Etats voyous, dans leurs activités terroristes ou de dissémination d'armes non-conventionnelles.

Les conséquences de cette nouvelle série d'objectifs sont multiples. Tout d'abord, l'Etat hébreu, de simple pion américain dans le jeu de la guerre froide devient un allié stratégique de Washington qui estime ses intérêts vitaux menacés dans l'hypothèse d'un conflit au Moyen-Orient impliquant des armes de destruction massive. Cette alliance est concrétisée par le mémorandum d'agrément du 31 octobre 1998 conclu entre le président CLINTON et Benyamin NETANYAHOU. Aux termes de cet accord les Etats-Unis s'engageaient à participer au maintien de l'avance technologique d'Israël afin de faire face à la prolifération d'armes de destruction massive dans la région et de leurs vecteurs. A cet effet, un Comité conjoint était mis en place pour renforcer les capacités de défense et de dissuasion de l'Etat hébreu et faciliter la coopération militaire et technologique des deux pays. Car la deuxième conséquence de cette nouvelle stratégie est l'extraordinaire montée en puissance des industries de haute technologie en Israël.

Dans son édition du 14 février, le quotidien israélien "Haaretz", dévoilait déjà les négociations sur ce pacte éventuel qui impliquerait une assistance militaire automatique et réciproque des deux pays. Israël serait néanmoins dispensé de soutenir les forces américaines au cas où celles-ci seraient amenées à intervenir ailleurs dans le monde. Toujours selon le journal, les deux délégations devraient à nouveau se rencontrer au cours de la semaine du 20 au 26 février, en particulier pour rechercher "une définition plus étroite de l'accord de façon à se concentrer sur les attaques par armes de destruction massive et des missiles balistiques à longue portée contre l'un des deux pays".

3.3 Etats-Unis et Israël au 21^{ème} siècle

Nous pouvons affirmer aujourd'hui que la tendance de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient est de tenter de rassurer l'allié israélien pour l'amener à plus de souplesse dans ses positions politiques, favorisant ainsi

un rapprochement avec certains pays arabes notamment l’Egypte. Nous pouvons reconnaître, par là, un retour à la politique de détente menée par le couple NIXON, KISSINGER en 1972.

A Madrid, James Baker, pour donner plus de poids à cette orientation, subordonnait la poursuite de la coopération américaine à l'engagement d'un processus de paix. A contrecœur, Itzhak SHAMIR devait accepter, car pour Israël la donne stratégique avait changé, hypothèse qui sera validée par la guerre du Golfe.

Ce point fort était une aubaine pour Israël qui pouvait alors se rendre utile au grand parrain américain inquiet de l'instabilité de la région. Et inversement, c'était une aubaine pour les stratèges de Washington qui bénéficiaient ainsi d'un point d'appui sérieux dans cette zone tourmentée. Une coopération étroite entre les deux pays devenait alors inéluctable. Pour qu'elle puisse voir le jour, il fallait absolument lever l'hypothèque palestinienne, ferment d'instabilité car instrumentalisé par un certain nombre de pays arabes ou périodiquement repris émotionnellement par leurs peuples. D'où le marché proposé par Washington qui devait se concrétiser par le "Memorandum of Agreement" signé en octobre 1998 à Wye Plantation par Bill Clinton et Benyamin NETANYAHOU. La déclaration de Sandy BERGER en date du 20 octobre 1999 est à cet égard sans équivoque : "Tant que nous n'aurons pas résolu la question récurrente du processus de paix, nous ne pourrions contrôler le réarmement de la région, une région où s'installent de plus en plus des armes sophistiquées. Les dangers d'un conflit impliquant des armes de destruction massive devient maintenant évident. Je crois qu'il est de l'intérêt vital des Etats-Unis de voir aboutir le processus de paix".

Il est notoire que ce second volet de l'accord de Wye Plantation n'a pas été mis en oeuvre et qu'il a fallu à nouveau réunir les parties à Charm el-Cheikh. Mais Ehoud BARAK, tout en entretenant l'illusion d'un progrès du processus, continuait à enfoncer le clou et déclarait devant la Knesset le 20 novembre dernier : "La prolifération d'armes de destruction massive, les programmes nucléaires de régimes extrémistes et la présence d'Etats qui sponsorisent le terrorisme, constituent des menaces directes tant pour Israël que pour les Etats-Unis et les démocraties du monde. Aussi, est-ce la responsabilité de la communauté internationale que de développer une coopération pour contrer ces menaces. Il n'y a pas de meilleur exemple que la coopération entre Israël et les Etats-Unis,

que ce soit pour les liens stratégiques ou pour la récolte et l'exploitation du renseignement". En d'autres termes, le Premier ministre agitait à nouveau l'épouvantail des "Rogues States" et du terrorisme pour se concilier Washington, tout en renâclant pour appliquer le protocole de Charm el-Cheikh, notamment dans ses parties les plus sensibles telles que la libération des prisonniers politiques ou le redéploiement des Forces de défense israéliennes. Et, pour mieux se faire apprécier des responsables américains, Ehoud BARAK mettait en avant la réussite de la technologie de son pays qu'est l'Arrow, ce missile anti-missile israélo-américain, conçu et fabriqué sous la maîtrise d'oeuvre d'"Israeli Aerospace Industry".

Camp David II n'a pas remis en cause la coopération étroite entre Israël et les Etats-Unis qui savent néanmoins fort bien que sur les 1,2 milliards de dollars alloués à l'Etat hébreu par le Mémoire de Wye Plantation revu et corrigé par Ehoud BARAK, et en principe destinés à financer le redéploiement de Tsahal hors du Golan et de l'ex-zone de sécurité au Sud Liban, 800 millions de dollars iront au renforcement du programme stratégique israélien. Mais tout comme la promesse non suivie d'effet de reclasser les localités d'Abou Dis, Azarieh et Suwaraha en zone A, celle de construire un statut spécial pour Jérusalem n'apparaît plus que comme un appât, dès lors que M. BARAK est revenu sur ses propositions. On a déjà dit que les Américains n'avaient pas mesuré la charge émotionnelle que représente la Ville sainte pour le monde arabe, ainsi que l'intransigeance d'Israël, mais cette erreur d'appréciation ne pouvait qu'accentuer les hoquets d'un processus de paix déjà obéré par les manquements répétés des Israéliens.

Au final, l'Etat hébreu n'a rien lâché vis à vis des Palestiniens, mais il a réussi à préserver ses liens stratégiques privilégiés avec Washington. C'est en ce sens que les responsables américains qui n'ont su évaluer le véritable état d'esprit de leur allié et celui des Arabes ont opté pour un choix stratégique erroné. Comment, en effet pourront-ils continuer à s'appuyer sur un Etat israélien qui présente, dans le cas où il poursuivrait une politique aussi intransigeante, des risques manifestes d'implosion interne ?

Pour l'heure, l'opinion internationale se focalise sur le sort des palestiniens et des méthodes "musclées" qu'emploient les autorités israéliennes pour maîtriser la révolution populaire mieux connue sous le nom de l'Intifada. En effet, comment les Etats-Unis peuvent-ils prétendre à s'afficher comme le

"gendarme" du monde libre, soucieux de préserver les droits de l'Homme, et accepter les images atroces d'enfants tués par balle véhiculées par les media sur l'ensemble des réseaux télévisés. L'Administration CLINTON ne pouvait se permettre de rester les bras croisés. Elle amène sa contribution à la résolution de cette crise en présentant les propositions suivantes:

Premièrement, dans la vieille ville de Jérusalem et les faubourg proches, les Palestiniens bénéficieront d'une autonomie limitée en matière civile, les Israéliens conservant les pouvoirs de sécurité. Les Lieux saints et la vieille ville seront gérés par des administrations religieuses indépendantes. Dans les faubourgs plus éloignés de Jérusalem-Est, les Palestiniens bénéficieront d'un régime d'autonomie plus étendu en matière administrative et civile, en contrepartie de quoi, les implantations de Ma'ale Adumin et Givat Ze'ev seront annexées à Jérusalem. Les Palestiniens jouiront d'un libre passage vers le Haram al-Sharif (Mont Temple).

Deuxièmement, les Israéliens bénéficieront de la libre circulation sur les routes de contournement. Les Palestiniens renonceront à équiper leurs forces militaires d'armes lourdes ou d'avions et laisseront aux Israéliens l'accès à leur espace aérien. En outre, l'armée israélienne pourra se déployer dans la vallée du Jourdain si une menace militaire se faisait jour à l'Est. En tout état de cause, Israël installera des stations d'alerte sur les hauteurs qui bordent le Jourdain.

Troisièmement, Israël reconnaîtra les dommages causés aux réfugiés palestiniens et recevra quelques dizaines de milliers d'entre eux dans le cadre du regroupement familial. Un demi million de réfugiés seront autorisés à rentrer progressivement dans le futur Etat palestinien. Une organisation internationale sera créée pour apporter des compensations aux réfugiés qui resteront dans leurs pays d'accueil. Israël participera au financement de cette organisation.

Comparativement aux propositions américaines, le plan israélien qui sanctuarise son espace national selon une stratégie militaire défensive donne une large priorité à la sauvegarde de ses intérêts vitaux.

Ce dispositif qui n'a pas besoin d'être très étoffé, mais qui garantit à l'Etat hébreu la profondeur stratégique qui lui faisait défaut, s'articule au nord et au sud de Jérusalem. Il constitue, en d'autres termes, un réseau de maillage territorial destiné à jouer le rôle de "sonnette" ou d'espace de pré-alerte afin de donner à l'armée le temps nécessaire à sa réaction et à son déploiement.

Ce plan, mieux connu sous la dénomination de "plan ALLON", prévoit qu'en Samarie, au nord d'Israël, le Jourdain constitue un fossé antichar sur lequel peut s'appuyer une première ligne de défense constituée de colonies militaires à vocation agricole, "Nahal". Les hauteurs abruptes de Samarie qui surmontent la plaine alluviale du Jourdain permettent l'installation d'une seconde ligne, avec des éléments antiaériens et des postes d'observation qui peuvent surveiller les mouvements des troupes en Jordanie et en Syrie situées en contrebas. Le canevas des implantations, tenues par des kibboutzim qui, rappelons-le, fournissent l'essentiel du corps des officiers de Tsahal, répond également à des impératifs stratégiques.

La Judée, moins vulnérable, reçoit un dispositif plus léger mais identique dans son esprit. Elle comprend une zone en bordure du désert de Judée qui domine la mer Morte. Cependant, alors que rien ne le justifie sur le plan militaire, Hébron, la cité des patriarches, et l'importante colonie de Kyriat Arba y sont associées ce qui montre que les stratégies d'occupation des espaces ne sont pas exclusives les unes des autres.

Enfin, carrefour stratégique, la position de Jérusalem est renforcée. Ceci permet d'une part de cloisonner la Judée de la Samarie et d'autre part de désenclaver la ville Sainte pour éviter que ne se renouvelle le siège qu'elle avait subi en 1948. Le plan Allon établit également une zone tampon entre la bande de Ghaza et l'Égypte et, par la suite, il sera étendu, très imparfaitement d'ailleurs, au Golan.

Une analyse comparative de ces deux propositions montre bien la volonté de n'octroyer à l'État palestinien qu'une souveraineté limitée, avec des frontières ni sûres, ni défendables et qu'il ne contrôlera même pas ni sur le plan administratif ni sur le politique. Mais ceci n'est pas nouveau et déjà contenu en germe dans les accords précédents. Il en est de même pour Jérusalem qui doit demeurer le pivot du dispositif défensif de l'État hébreu, tant face à une éventuelle menace venue des Palestiniens eux-mêmes, que d'une menace venant de l'Est. Par ailleurs, il ne faut pas être fin stratège pour comprendre que l'Administration CLINTON sous les aspects d'une volonté manifeste de rendre une certaine autonomie aux palestiniens, se contente de leur octroyer un minimum vital comparativement aux avantages laissés aux israéliens. A ce sujet, les observateurs ne manqueront pas de se poser un certain nombre de questions. Notamment, celles qui prendront pour référence l'existence réelle d'un État palestinien dans ses cadres diplomatique, politique et économique

alors qu'il est dépourvu de ses moyens traditionnels pour exercer ses pouvoirs régaliens élémentaires dont la souveraineté n'en est pas des moindres.

Mais il y a également le sort des réfugiés, dont le nombre s'élève à près de trois millions, qui dérange. En effet, ces palestiniens, disséminés dans plusieurs pays étrangers, ont eu la fâcheuse idée de vouloir prétendre à retourner dans leur ancienne patrie. Ces accords les condamnent, pour la majorité, à rester en exil. Les esprits éclairés ne manqueront pas de noter que cette option cadre bien mal avec, d'une part la déclaration universelle des droits de l'Homme si chèrement défendue par les puissances occidentales et, d'autre part avec le droit au retour invoqué, depuis si longtemps, par le peuple juif et qui continue à leur servir de véritable prétexte à leur politique agressive en Israël.

A Camp David, Ehoud BARAK, dont on connaît les réserves sur un processus qui à ses yeux ne dessinait aucunement la configuration finale de la Palestine, comptait bien, à condition que les Palestiniens l'acceptent, atteindre les objectifs qu'il s'était fixés. La présentation du plan par les Américains qui ne se mettent jamais en avant dans ce genre de circonstance lui laissait supposer que la communauté internationale le soutiendrait. Il récupérerait ainsi sous souveraineté directe israélienne, 80 % au moins des 200 000 colons, qui n'évacuerait aucune implantation, y compris celles qui étaient sous contrôle théorique des Palestiniens.

Récemment, l'administration Clinton s'apprêtait à déposer un collectif budgétaire devant le Congrès dans lequel il demandait une rallonge au titre de l'aide militaire accordée par les Etats-Unis à Israël. Ehoud BARAK sollicitait les 800 millions de dollars prévus pour couvrir les frais du retrait de Tshal au Sud-Liban et devant aussi contribuer au financement du programme Missiles anti-missile devenu urgent en raison de l'avancement du projet iranien du Shehab.

A défaut d'informations vérifiables, et sachant comment se comportent les complexes militaro-industriels, la logique incite à penser que les hauts responsables militaires israéliens manipulent l'opinion publique internationale en cherchant à accréditer l'idée que la forteresse est à nouveau assiégée par les "hordes arabes", au premier rang desquelles la Syrie. C'est en quelque sorte tenter de rétablir l'image du petit David israélien écornée par celle des CHEHAB et de leurs frondes.

Dans l'immédiat, les Américains ne seraient disposer qu'à verser 150 à 200 millions de dollars. Cette réserve exprime leur embarras vis-à-vis des pays arabes qui les accuse de soutenir inconditionnellement l'Etat hébreu.

CONCLUSION

Que pouvons nous affirmer aujourd'hui ? Il serait erroné de croire que la politique étrangère américaine dans la région du Moyen-Orient est rationnelle, instrumentale, cohérente, adaptant sans erreurs les moyens aux fins...et qu'elle possède une même cohérence entre un discours officiel et un ensemble d'idées liées à l'action. Cependant, elle peut se caractériser non pas par un seul discours officiel, mais par une série d'actions qui respectent, sans exception, une ligne de conduite tracée depuis que les Etats-Unis ont l'intention de jouer un rôle dans cette région. En effet, quelles que soient les options proposées et, finalement choisies, quelles que soient les pressions exercées ou les aides octroyées, ils se sont toujours employés à soutenir leur principal point d'appui stratégique qu'est Israël d'une part, et à maintenir leur mainmise, directement ou indirectement, sur les ressources pétrolifères et leur exploitation.

Sans poids dans les relations internationales, sans moyens de pression depuis l'échec du maniement de l'arme du pétrole, déchiré par des rivalités internes, en proie à un expansionnisme régional, le monde arabe n'émet plus depuis une vingtaine d'années que des images de violence, de fanatisme et de course aux armements. Incapable d'union et préférant, le plus souvent, faire passer les intérêts individuels à ceux nationaux, les Etats arabes sont dans l'incapacité de réaliser un projet politique d'envergure.

La guerre du Golfe a ouvert la porte à une nouvelle réflexion stratégique. Les frappes de Scud irakiens sur Israël lors de la deuxième guerre du Golfe ont confirmé une nouvelle donne stratégique et ont incité l'Etat hébreu à étudier une révision urgente de son périmètre de sécurité. Le plan Allon consistant en l'implantation de colonies militaires - les Nahalim - sur les hauteurs bordant le Jourdain pour parer à toute attaque venant de l'est perdait son rôle de poste avancé de la défense israélienne pour en devenir l'ultime ligne, tandis que l'occupation du Golan destiné à barrer l'axe Damas-Tel Aviv perdait de son intérêt dans la mesure où la Syrie s'était rangée sous la bannière américaine dans la coalition anti-Saddam Hussein.

Alors que le périmètre de sécurité prenait en compte les données d'une guerre conventionnelle en incluant le plateau du Golan au nord et le fossé du

Jourdain à l'est afin de donner une profondeur stratégique au pays, la guerre civile libanaise, alimentée par les interventions directes ou occultes de la Syrie et de l'Iran, contraignait les décideurs israéliens à repousser leur frontière vers le nord en envahissant le Liban. Pour être logique ce calcul n'en était pas moins risqué, l'armée israélienne ne put venir à bout du terrorisme d'Etat ou confessionnel auquel elle était confrontée. L'occupation résiduelle de la bande de sécurité au Sud-Liban et son évacuation décidée par le gouvernement d'Ehoud BARAK illustrent l'insuffisance des seules solutions militaires dans ce type de conflit.

Enfin, la révolution des pierres, mieux connue sous le nom tristement célèbre d'Intifada, a mis en exergue l'incapacité de l'Etat hébreu, reconnu pourtant par la communauté internationale comme seul Etat démocratique de la région, de régler ses injustices sociales autrement que par la violence et le sang. Les solutions proposées par un Yasser ARAFAT, rompu à la dialectique internationale, qui reprennent les mêmes revendications que les juifs à la sortie de la seconde guerre mondiale et pourtant refusées par Israël et son allié américain, dévoilent les craintes des pays arabes si longtemps écriées mais jamais prouvées. L'intransigeance de l'Etat d'Israël, tétanisé par la question sécuritaire et confronté à la fracture sociale et idéologique de sa société ne peut, dans l'avenir, que briser les chances de son intégration dans le paysage moyen-oriental et de son rayonnement économique.

Aujourd'hui, un ancien acteur politique majeur de la région, assomé par les conséquences d'une révolution violente, semble à nouveau se réveiller. En effet, l'importance de l'Iran sur l'échiquier moyen-oriental laisse penser que les stratèges de Téhéran veulent avoir toujours leur mot à dire quant au redécoupage géostratégique qui se prépare. La reprise du procès à Chiraz des dix juifs iraniens prévenus d'espionnage constituerait alors un moyen pour que l'Iran puisse faire entendre sa voix. L'Occident a tort de croire que le gouvernement réformateur du président KHATAMI qui, depuis les élections législatives semble avoir les coudées plus franches, se gardera désormais de toute manœuvre politique ou diplomatique dans la région.

Cependant, les Etats-Unis ne sont pas encore déterminés à jouer la carte du "tout Arabe". Cela a été implicitement démontré lors d'une conférence de presse, le 18 novembre dernier, au cours de laquelle le président CLINTON affirma l'intention des Etats-Unis d'opposer son veto au sein du Conseil de Sécurité dans le cas où l'ONU aurait l'intention de répondre favorablement à la demande de Yasser

ARAFAT. Ce dernier, face à la détermination de la violence israélienne, demandait en plus d'une commission d'enquête internationale pour désigner les responsabilités relatives à l'incident de "l'Esplanade des Mosquées" à Jérusalem, une force armée sous mandat ONU pour séparer les belligérants en Palestine garantissant ainsi la reprise des négociations sur la voie de la paix et l'indépendance d'un état palestinien.

L'histoire l'a démontré plus d'une fois, ceux sont les peuples qui font le moins la guerre qui sont les plus enclins à la faire. Si nous comparons les différentes orientations prises dans le cadre de la politique étrangère des Etats-Unis, nous pouvons constater qu'EINSENHOWER, qui avait connu la guerre, a toujours été réticent à engager des troupes. A contrario, le président CLINTON, n'ayant jamais connu de conflit ni les répercussions que cela entraîne sur les belligérants, n'hésite pas à engager les forces armées.

Si la guerre médiatique bat son plein, la "cyber bataille" commence à faire sa percée sur la scène de la géopolitique moyen-orientale. Le site de presse du Hezbollah a été le premier à être attaqué le 7 octobre, jour de l'enlèvement de trois soldats de Tsahal. Envois massifs de e-mails, intrusion sur la page d'accueil du Hezbollah qui a présenté le drapeau frappé de l'étoile de David, sur fond de Hatikva, l'hymne national israélien, et même parfois des filles en tenue légère. Le site a tenu quatre jours et celui de remplacement trois. Alors que le serveur reçoit en temps normal entre 100 et 300 000 connections par mois, il a subi un assaut de 9 millions de connections en quelques jours. En réponse à ce nouveau genre d'agression, Monsieur Ali AYYOUB, "webmaster" du Hezbollah a préparé un arsenal d'une demi-douzaine de serveurs de rechange. La contre-offensive n'a pas tardé. Elle a commencé le mercredi 25 octobre à 13 heures. Cibles des "hackers" arabes, un site gouvernemental et le site du ministère israélien des Affaires étrangères.

Cette course de l'accession à la nouvelle technologie ne manquera pas de servir, au moins pour deux raisons, les intérêts économiques américains. En effet, outre le fait qu'elle provoque l'implantation de ce nouveau marché occidental dans la région, elle fait adopter, volontairement ou non, les modes de vie à critères occidentaux y compris par des factions considérées anti-impérialistes.

Européens et Américains devraient craindre qu'à long terme, Israël, de puissance dominante au Moyen-Orient, devienne puissance hégémonique. La politique pétrolière des pétromonarchies serait alors dictée par Jérusalem qui pourrait également s'emparer d'une bonne partie du marché de la haute technologie.

IV BIBLIOGRAPHIE

- Yves-Henri NOUAILHAT, Les Etats-Unis et le monde au 20ème siècle, Armand Colin/Masson, Paris 1997.
- Alain JOXE, Voyage aux sources de la guerre, PUF, Paris, 1991.
- Alexandre DEL VALLE, Genèse et actualité de la « stratégie » pro-islamiste des Etats-Unis, Stratégique, 70/71, ISC99.
- Camille MANSOUR, Israël et les Etats-Unis ou les fondements d'une doctrine stratégique, Collection Le temps du monde, Armand COLIN, Paris, 1995.
- Bruno COLSON, Le Tiers-monde dans la pensée stratégique américaine, Collection hautes études stratégiques, Institut de Stratégie Comparée et Economica, 1994.
- Marcel COLOMBE, Orient arabe et non-engagement, Publications Orientalistes de France, Langues et Civilisations, 1973.
- Discours de M. Samuel Berger sur la politique étrangère des Etats-Unis, diffusé par la Maison-Blanche, Exposé le 19 octobre 2000.
- Discours à la Commission des finances du Sénat, Madeleine K. ALBRIGHT, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, Sous-Commission des Affaires étrangères, Washington, DC, 16 juin 1998, <http://www.amb-usa.fr/fopo101.htm>.
- Ghassam SALAME, Géopolitique des réislamisations à travers le monde, Séminaire Monde Musulman, Institut d'Etudes politiques de Paris, 1995.
- Articles de Med Intelligence, Géopolitique du Moyen-Orient 1999-2000, <http://medintelligence.free.fr/argepo.htm>.
- Patrick E.TYLER, The seven deadly scenarios , the International Herald Tribune, 18 février 1992.
- Steven METZ, US Strategy and the Changing LIC Theatre, military review, vol. 71, 1991.
- Franck WISNER, Warns of Nuclear Proliferation Danger, USIS, defense, 5 mars 1993.
- ASPIN, ASPIN Oulines New US Counter-Proliferation Policy , USIS, Defense, décembre 1993.
- Samuel HUNTINGTON, The clash of civilizations ?, Foreign Affairs, vol.72, 1993.
- W. Seth CARUS, Ballistic Missiles in the Third World, New York, Praeger, 1990- Paul HORVITZ, A BUSH Doctrine on applying US force, International Herald Tribune, 16 décembre 1992.

ANNEXES

Doctrine américaine pour la période 1949-1956

Selon le mémorandum secret adressé par le secrétaire au conseil National de Sécurité NSC 47 le 16 mai 1949, l'Etat d'Israël avait déjà un rôle essentiel à jouer au sein de la politique du containment dans la région du Moyen-Orient. Il apportait une contribution directe et non négligeable dans le combat anti-soviétique. Les principaux avantages que pouvaient tirer les Etats-Unis de son allié peuvent être résumés de la façon suivante : utilité de ses installations aériennes pour couper les lignes de commandement entre l'URSS et les ressources pétrolières du Moyen-Orient ; en cas de guerre avec l'URSS, les forces israéliennes pourraient être affectées à la défense de la région Le Caire-Suez et à des campagnes terrestres visant à défendre ou reprendre les structures pétrolières du Moyen-Orient.

En 1952, le rapport interne du CEM Inter Armes sur les 19 divisions nécessaires à l'occident pour contrer une attaque soviétique au Moyen-Orient reconnaissait qu'Israël pourrait en fournir 2 dans un délai de 3 ans aux côtés de l'Irak qui semblait être en mesure de fournir les mêmes capacités.

Grâce aux anciens réseaux de la Haganah dans les pays est-européens et en URSS, la coopération entre les services de renseignement soviétiques et israéliens contribuerait à l'effort anti-soviétique.

Suite aux protestations israéliennes contre les fournitures militaires de la Grande Bretagne à l'Egypte dans le cadre du partenariat stratégique entre ces deux pays, TRUMAN adopte le 19 mai 1950 le rapport secret NSC 65/3 qui recommandait de considérer avec sympathie les demandes que pourrait faire Israël en vue d'acheter l'équipement " suffisant à décourager un attentat venant d'au-delà de ses frontières ". Il entendait par-là, sauvegarder la suprématie dissuasive régionale d'Israël. Il signalait, la possibilité, et ce, tout au long des années 50, à Israël d'accéder à la technologie de la production d'armes.

En avril 1956, suite à la remise par le Mossad à la CIA d'une copie du discours secret de KROUTCHEV prononcé deux mois plus tôt devant le 23^{ème} congrès du parti communiste soviétique, un accord formel sur l'échange de renseignements concernant le monde arabe est signé.

Les Israéliens entendaient en contre partie signer un accord de défense avec les Etats-Unis. A travers une lettre confidentielle envoyée par le ministre des affaires étrangères Moshé SHARETT au secrétaire à la défense George MARSHALL, le 23 septembre 1950, Israël propose l'opération « stockage » sous la forme d'un traité de défense entre Washington et l'état hébreu dans le but de faire de ce pays « la base, l'atelier et le grenier » américain au Moyen-Orient. Cet accord établissait des dépôts américains en Israël pour constituer une réserve stratégique de produits de base qui resteraient propriété américaine mais qu'Israël pourrait utiliser selon ses besoins. A charge pour le premier de lui fournir des armes et d'accorder une aide technologique et matérielle à son industrie d'armement.

La politique israélienne de la « mise devant le fait accompli » date depuis la création de l'état d'Israël par David BENGOURION le 14 mai 1948.

Au cours de la présidence EISENHOWER, la confrontation entre l'Amérique et l'Union soviétique pendant la guerre froide se déplace vers le Tiers Monde, états sous-développés ou en voie de développement. Beaucoup de pays du Moyen-Orient sont riches en matières premières dont les nations industrielles avaient besoin. Ils achetaient des produits manufacturés et fournissaient parfois des bases navales et aériennes. Ces pays, souvent gouvernés par des dirigeants révolutionnaires anti-colonialistes, avaient des régimes marxistes et non démocratiques. Pays pauvres, ils aspiraient à un développement économique indépendant. Le nationalisme y est vigoureux et la vie politique instable. Ces pays sont influencés par des réalités défavorables aux Etats-unis : leur prospérité, enviée et jalousée, le racisme et la ségrégation. En 1953 le programme d'aide économique des Etats-Unis à l'étranger est incontestablement plus lié à des considérations stratégiques et politiques et de moins en moins commandé par les besoins intrinsèques des différents pays.

La doctrine EISENHOWER donne les orientations pour une nouvelle politique qui donnera aux Etats-Unis les moyens de devenir une puissance active au Moyen-Orient. Après la crise de Suez, au cours de laquelle le prestige occidental fut largement ébranlé, EISENHOWER demande le soutien du Congrès, en janvier 1957, dans une nouvelle politique vis-à-vis du Moyen-Orient. Il souhaite employer les forces armées américaines dans le but d'imposer la sécurité et de protéger l'intégrité territoriale et l'indépendance politique des nations du Moyen-Orient qui réclameraient de l'aide ou qui seraient menacées d'agression par n'importe quel pays contrôlé par le communisme. Le but était de rassurer les gouvernements amis

concernant la détermination des Etats-Unis à défendre leurs intérêts. Les occasions se présenteront malgré l'hostilité d'une majorité de l'opinion publique arabe qui y voyait un rétablissement d'une hégémonie occidentale sur le Moyen-Orient. C'est tout d'abord la crise de Jordanie du printemps 1957 avec la menace palestinienne. C'est ensuite la Syrie, au milieu des années 1957, pour pousser le parti BAAS à s'opposer à l'influence communiste et enfin le Liban lors des insurrections de 1958 qui menaçaient l'indépendance du pays.

Les Etats-Unis et le Tiers monde

L'Administration CLINTON fait des « droits de l'homme » un des piliers de sa politique étrangère. Elle affiche par-là une orientation plus « tiers-mondiste » que celle de ses prédécesseurs notamment en affirmant que l'USAID, Agence américaine pour le développement international, sera amenée à corriger un certain nombre d'erreurs dans les programmes d'assistance économique et politique passés. De plus, le fait que le président américain attache beaucoup d'importance aux échos des media, l'oriente, suite à l'échec de l'intervention en Somalie, vers une attitude plus portée vers la politique intérieure de son pays que vers celle des affaires étrangères. Et s'il était forcé d'impliquer des forces américaines dans un conflit armé, il ne le ferait que s'il obtenait la garantie que l'intervention ne présente pratiquement aucun risque.

Cette attitude affecte le concept d' « élargissement » lancé par le conseiller du président pour les questions de sécurité nationale, Anthony LAKE, et le rend plus restrictif. En effet, l'Iran et l'Irak sont deux Etats du tiers-monde qualifiés de « réactionnaires ». En fait, ils constituent, tous deux, un danger face à cette nouvelle doctrine dans le sens où leur refus d'adhérer à la démocratie occidentale et à l'économie de marché est interprété par les Etats-Unis comme étant une agression. "L'élargissement de la communauté mondiale libre que forment les économies de marché" devait succéder, selon la doctrine LAKE, à l'endiguement. Elle introduit une notion nouvelle différente de celle de la « croisade démocratique », car elle traduit la volonté d'un engagement pragmatique à voir la liberté s'enraciner dans les régions qui sont les plus utiles pour les Etats-Unis.

Ce sentiment de sélectivité des interventions militaires est partagé par les autorités en relation avec la défense. Le président des chefs d'état-major intégrés, le général SHALIKASHVILI, parle d'un « endiguement taillé sur mesure » à l'égard des régimes agressifs et le secrétaire à la Défense, William PERRY, plaide pour un usage « très sélectif » de la force militaire (USIS, Defense, 1^o avril 1994). Nous voyons bien que l'Administration CLINTON remet au goût du jour le pilier le plus ancien de la politique étrangère américaine : établir avec les nations étrangères des relations avant tout commerciales. Elle

répond par-là au dilemme de l'interventionnisme sans adhérer ni à une solution militaire ni à une option isolationniste.

Le rapport « Discriminate Deterrence » 1988

Dans des opérations contre les pays du Tiers Monde les Etats-Unis peuvent ne pas toujours disposer de leur traditionnel avantage technologique. Beaucoup de pays du Moyen Orient disposent d'une technologie très avancée de défense anti-aérienne et, pour ceux qui ne posséderaient pas leurs propres industries d'armement, ils pourraient se fournir à bon compte aussi bien auprès des pays de l'Est que de ceux de l'Ouest. Ainsi, les forces américaines devront consacrer 75% de leur potentiel aérien au soutien et à la neutralisation des systèmes de défense ennemie.

Le rapport " Discriminate Deterrence " représente un véritable cadre référentiel pour un engagement dans le Tiers monde. Il incite les Etats-Unis à prendre plus au sérieux les conflits de faible intensité (LIC). La commission sur la stratégie intégrée à long terme détermine six points essentiels, dans un rapport de 1988, favorisant la sauvegarde des intérêts américains. Nous n'en retiendrons que deux que nous considérons comme caractéristiques de la politique étrangère des Etats-Unis. Le quatrième point affirme que les Etats-Unis doivent travailler avec leurs alliés du Tiers Monde au développement des points de « forces de coopération ». Le sixième répond beaucoup plus à des soucis d'économie financière puisque qu'il incite les Etats-Unis à développer des alternatives à leurs bases d'outre-mer car celles-ci ne pourront être maintenues indéfiniment.

Selon Gabriel KOLKO " les dirigeants politiques américains n'ont pas abandonné le principe idéologique de base selon lequel les Etats-Unis ont l'obligation et le droit d'intervenir par la force, secrètement et, si nécessaire, ouvertement dans les affaires du Tiers-Monde ".

The White House, National Security Strategy of United States

L'Administration BUSH proposait une approche globale dans le cadre du "nouvel ordre mondial". Pour elle, les forces américaines devaient répondre à quatre exigences précises :

En premier lieu, répondre à la dissuasion stratégique par un fort investissement dans les défenses anti missiles. Deuxièmement, le pré-positionnement dans certaines zones clés du globe dont le Moyen-Orient fait partie, permet de trouver des réponses efficaces aux crises qui formeront la menace militaire prédominante de la période de l'après chute du mur de Berlin. Troisièmement, la nécessité de trouver plus de financement pour les moyens de projection et enfin, développer la capacité de reconstitution des forces américaines.

Pour relever ces nouveaux défis, l'administration BUSH avait développé un nouveau type d'opération militaro-humanitaire qui impliquait une coopération de plus en plus étroite avec certains organes des Nations Unies comme cela fut le cas de "Restore Hope" en Somalie.

Ce type d'opération était ressenti comme une nouvelle politique fondée par le néo-interventionnisme. Elle est largement critiquée par les spécialistes, politologues et universitaires qui y voient un facteur d'anarchie plutôt que de paix entraînant l'effet contraire souhaité, à savoir développer un surcroît de violence.

Georges F.KENNAN juge que l'opération "Restore Hope" est le traitement limité et à court terme d'un conflit beaucoup plus vaste et plus profond. Pourquoi la Somalie au détriment du Libéria ou du Soudan ? Il serait intéressant de transposer cette question élémentaire au Moyen-Orient. Pourquoi aucune intervention de la part de la superpuissance dans le conflit Iran – Irak ou dans les agressions successives d'Israël contre ses voisins, que ce soit le Liban, l'Egypte ou encore le raid sur l'Irak ? Est-ce par ce que cela défendait si bien ses intérêts ?

Israël comme atout de la politique étrangère américaine

La situation géographique d'Israël même si elle est comparable à celle de l'Égypte, assure plus d'avantages d'ordre stratégique et tactique. Il constitue une base idéale pour des opérations tous azimuts. Facilement joignable par de courtes voies maritimes à travers la Méditerranée, ce territoire pourrait servir à pré-positionner des équipements militaires et du carburant. De plus, il assure à une force d'intervention américaine la possibilité d'arriver rapidement sur un théâtre d'opération tel que le Golfe Persique ou même l'Europe. Cela représente une économie de 10 milliards de dollars sur des dépenses à investir dans l'acquisition de moyens supplémentaires de transport rapide vers le lieu de destination depuis la côte américaine. De plus, Israël possède les facilités les plus avancées de la région et le personnel le mieux entraîné. C'est vrai pour les ports israéliens : capables de servir les navires de la 6^{ème} flotte. Mais aussi pour l'infrastructure qui peut offrir les moyens les plus modernes pour le stockage de munitions ainsi que les pièces détachées, l'entretien, la maintenance, et la réparation à une force d'intervention américaine. Tout ceci sans compter la possibilité d'user des bases aéronavales ou terrestres israéliennes, soit dans un but direct militaire (espionnage, Guerre Electronique, reconnaissance) soit pour toutes opérations d'appui, soit comme bases intermédiaires de 2^{ème} échelon pour des tâches d'organisation, d'approvisionnement et de maintien en condition.

Les années 80 sont marquées par les événements d'Iran et d'Afghanistan et par l'avènement du Reaganisme. C'est aussi l'émergence de la doctrine de l'atout israélien qui présente, en priorité, les bénéfices que tireraient les Etats-Unis de la présence israélienne au Moyen-Orient en allant du plus opérationnel au plus stratégique. Grâce à la situation géographique d'Israël, de son infrastructure et de l'appui logistique qu'elle pourrait assurer d'une part, de sa capacité à défendre une force d'intervention américaine, de son expérience, de son programme de recherche et de développement (R.D), de son service de renseignement, et de sa capacité d'intervention régionale d'autre part, Israël représente l'Etat incontournable pour une puissance désireuse d'étendre son influence dans la région.

Il est important de constater qu'Israël a pris une avance considérable sur ses voisins régionaux, notamment par la qualité des infrastructures et des facilités aéroportuaires qu'il offre, d'une part, et par ses capacités en matière de soutien

logistique et d'approvisionnement d'autre part. L'armée israélienne détient une expérience précieuse pour les soldats américains. Les Israéliens savent combattre dans des conditions de terrain, de climat, de technologie que rencontrerait une force d'intervention américaine. Ils ont notamment développé des techniques d'interception et de duel aérien ainsi que des tactiques adaptées aux opérations dans le désert.

La capacité d'Israël à intervenir sur le théâtre du Moyen-Orient dans ses deux dimensions : dissuasion et coercition, elle constitue l'argument le plus fort de l'atout israélien. L'efficacité de l'armée israélienne en fait une puissante force stabilisatrice, un allié face aux menaces non nucléaires.

En outre, Israël détient les capacités suffisantes à défendre et protéger une force d'intervention américaine au Moyen-Orient. Cela ne saurait être considéré que comme une contribution additionnelle en faveur de l'état hébreu. La capacité de l'aviation à protéger son propre espace aérien garantit la sécurité de tout déploiement américain à partir Israël. Quant à l'expérience combattante de l'Etat hébreu contre toute opération de guérilla, elle octroie un certain confort pour une force de projection.

Concernant les programmes de recherche et de développement, les experts américains ont pu inspecter des blindés et des avions soviétiques ou leurs restes capturés par les Israéliens. Ils ont exploité les renseignements israéliens concernant les tactiques de combat apprises par les armées arabes ou même utilisées directement par les Soviétiques. L'expérience et les informations fournies par l'armée israélienne sur les performances des systèmes d'armes américains sont réputées très utiles pour l'amélioration et la conception de ces armes et des éléments de haute technologie, et plus généralement pour l'orientation de la recherche et du développement américain. D'ailleurs, l'efficacité de la recherche et du développement israélien serait en grande partie dûe au fait d'une coopération étroite entre inventeurs israéliens et entreprises américaines.

La contribution d'Israël au renseignement politique apporte un argument de plus. En effet, beaucoup d'israéliens viennent de pays du Moyen-Orient et donnent à Israël une meilleure connaissance des langues, mentalités et autres facteurs indispensables à l'interprétation de l'information collectée dans la région : orientalistes, hommes de terrain et imbibés de civilisation occidentale, aptes à

prétendre comprendre le ou les mentalités des arabes, leur processus politique, leur irrationalité confère une évaluation inestimable pour Washington.

Conférence, du 18 octobre 2000, sur la politique étrangère des Etats-Unis Université de Georgetown - Washington

Lors de la conférence sur la politique étrangère des Etats-Unis, donnée le 18 octobre à l'université de Georgetown à Washington, le conseiller du président pour les questions de sécurité nationale, M. Samuel Berger, a déclaré qu'au cours des huit années de sa présidence, le président CLINTON avait mené l'Amérique de la période de la guerre froide jusqu'à l'ère de la mondialisation en étendant la politique étrangère à de nouveaux domaines. Il s'agissait " de tirer parti de la mondialisation pour progresser vers la réalisation de nos objectifs permanents de démocratisation, de partage de la prospérité et de la paix, et pour élaborer une politique étrangère adaptée à notre ère mondiale. " Les États-Unis d'aujourd'hui sont, selon tous les critères, " la puissance mondiale militaire et économique incontestée ", a-t-il fait remarquer. Le monde compte sur eux " en tant que catalyseurs des coalitions, courtiers de la paix, garants de la stabilité financière mondiale ".

M. BERGER a dressé la liste des six principes qui ont guidé la politique étrangère du gouvernement CLINTON, dont le troisième " est que les conflits locaux peuvent avoir des conséquences mondiales ". Ils ont œuvré pour la paix parce qu'ils étaient convaincus que le rôle de la politique étrangère, à quelle époque que se soit, est de désamorcer les conflits plutôt que d'intervenir après coup, ceci avant qu'ils ne s'aggravent et ne portent atteinte aux intérêts vitaux des Etats-Unis.

" Il peut ne pas y avoir de réelle menace contre notre puissance aujourd'hui", a-t-il ajouté. "Mais si nous faisons usage de notre puissance d'une manière qui suscite l'hostilité de nos amis et fait fi de nos engagements, nous perdrons notre autorité, et notre puissance aura alors très peu d'importance".

Israël - Etats-Unis : une communion de culture

La relation de la société américaine à la communauté juive est une relation d'adoption et d'intégration. La communauté juive est considérée comme partageant toutes les valeurs de la culture américaine dominante. Ses dirigeants font partie de l'élite sociale et politique des Etats-Unis et la communauté juive se trouve en bonne place dans l'échelle sociale des communautés religieuses ou ethniques du pays. Sa respectabilité est reconnue alors qu'on ne pourrait pas en dire autant des communautés noires ou hispaniques dont l'implantation lui sont antérieure. Le nombre d'élus juifs au Congrès constitue une sur-présentation de cette communauté depuis 1982 (8% des sénateurs et un peu plus de 10% des représentants).

Au-delà de l'opinion politique qui pourrait être taxée de public non averti, celle des leaders au gouvernement, dans les services de politiques étrangères, dans l'appareil militaire, ainsi que les leaders non gouvernementaux dans les médias, les syndicats, les compagnies, les églises et les universités. Bref, cette élite est traditionnellement et spontanément pro-israélienne quels que soient les clivages politiques et idéologiques. Une forte majorité approuve un engagement américain pour la survie d'Israël par obligation morale. L'une des raisons qui expliquerait ces attitudes est le fait qu'Israël soit perçu comme faisant partie de la culture européo-occidentale et de son héritage judéo-chrétien ce que la culture arabo-musulmane n'est manifestement pas.

Peter GROSE dira : « qu'ils l'aiment ou pas, les Américains voient quelque chose d'eux-mêmes en Israël, de même que l'héritage judaïque se répandit dans les esprits des premiers colons américains et contribua à modeler la nouvelle république américaine. Cette appartenance américano-israélienne à des valeurs communes exclut manifestement les Arabes. C'est donc spontanément que les élites dirigeantes des Etats-Unis et d'Israël ont, en commun, une attitude « orientaliste » à l'égard des musulmans et des Arabes.

Le choc des civilisations

Publié en 1993, le professeur Samuel HUNTINGTON, de l'université de Harvard, a écrit un article ayant pour thème "le choc des civilisations". Cet écrit est qualifié par certains d'équivalent à celui de Georges KENNAN en 1947 sur la notion d'endiguement. Pour lui, le choc des civilisations va dominer la politique mondiale. Et au sein de ces civilisations, ce sont les religions encore plus que les ethnies qui départagent les peuples. Le Conseil de Sécurité des Nations Unies, organe suprême où l'Occident légitime ses actions au nom de la « communauté mondiale », suscite volontiers le rejet de la part des autres civilisations car il représente l'outil d'une hégémonie occidentale vers une « civilisation universelle ». Pour lui, ce qui est à la base de la prolifération des armements et des technologies, c'est l'émergence d'une « connexion » entre « civilisation confucéenne et islamique » dans le but de défier la puissance militaire de l'Occident. Dans cette nouvelle configuration, la Chine jouerait un rôle central. Il est donc dans l'intérêt de l'Occident d'incorporer les cultures qui lui sont proches tout en empêchant l'escalade de conflits locaux entre civilisations. Pour ce faire, il se doit de limiter l'expansion militaire des états appartenant à des civilisations confucéennes ou islamiques et d'exploiter leurs différends tout en maintenant la supériorité militaire de l'Occident au Moyen-Orient et en Asie. Renforcer les institutions internationales où l'Occident a une influence prépondérante ne fera que légitimer davantage les intérêts et les valeurs occidentales.

Les ventes d'armes américaines et Israël

Il existe des signes indicateurs d'une disponibilité américaine à l'égard d'Israël concernant la vente d'armes, du moins jusqu'en 1967), la participation à sa défense, à garantir son existence, à lui assigner un rôle stratégique, à laisser libre cours à ses initiatives majeures, à les contrôler, ou enfin à lui dicter ses grandes décisions.

L'importance stratégique d'Israël revêt un nouvel attrait dès l'émergence du nouvel Etat. En effet, selon le mémorandum, cette importance réside tout d'abord, dans la localisation d'Israël à l'est de la Méditerranée et du Moyen-Orient. Les installations aériennes du jeune Etat hébreu seraient des plus utiles pour couper les lignes de communication entre l'URSS et les ressources pétrolières du Moyen-Orient. Peut-on, à ce stade, présupposer que les Etats-Unis auraient pu se contenter de prendre la place des Britanniques dans la région ? Assurément, si cette éventualité semble être la plus logique concernant la main mise américaine sur le pétrole du Moyen-Orient, force est de constater qu'il n'existait pas, et qu'il n'existe toujours pas, de communauté arabe politiquement influente dans « l'establishment » américain.

En effet, la contribution potentielle des forces armées israéliennes avait été étudiée dans le cas d'une guerre contre l'URSS sous la forme d'une défense de la région Le Caire-Suez et dans le cadre d'opérations terrestres visant à défendre ou à reprendre des structures pétrolières du Moyen-Orient.

Même si certaines des recommandations de ce mémorandum semblaient inopérantes, ce document servira de document de base à l'élaboration de la doctrine américaine pour la période 1949-1956.

Suite à la résolution du Conseil de Sécurité du 11 août 1949 mettant fin à l'embargo sur les armes à destination du Proche-Orient, les Etats-Unis décidaient de vendre des armes aux Etats de la région dans la limite de leurs besoins de sécurité « légitimes » et en évitant une course aux armements.

Cette apparente impartialité en plus d'une faiblesse des ventes d'armes américaines à Israël cachait une tendance à pencher, dans la pratique, du côté de

cette dernière. En effet, des sources israéliennes précisent qu'au milieu de l'année 1950, plus d'une centaine d'israéliens recevaient un entraînement militaire aux Etats-Unis alors qu'un « pourcentage extrêmement fort de juifs américains » faisaient parti des experts et des professionnels de l'armée israélienne.

De plus, TRUMAN adoptait le 19 mai 1950, soit quelques jours avant la déclaration tripartite sur la limitation de la course aux armements entre les pays arabes et Israël, le rapport secret NSC 65/3. Ce document recommandait de considérer avec sympathie les demandes que pourrait faire Israël en vue d'acheter l'équipement « suffisant à décourager une attaque venant d'au-delà de ses frontières ». En fait, cette position démontre bien l'intention des américains à sauvegarder la suprématie dissuasive régionale d'Israël. Ce geste décidera cet Etat, à compter du 02 juillet 1950, à mettre fin à sa politique de « non-identification » avec l'Est et l'Ouest d'une part, et à se ranger résolument du côté des Etats-Unis d'autre part.

Concernant la question plus spécifique de la vente des armes, il conviendrait de retenir l'année 1962. En effet, un pas décisif est effectué en la matière par l'Administration KENNEDY. Jugeant que les Etats alliés aux Etats-Unis n'étaient plus en mesure d'assurer la dotation en armement suffisante à la politique étrangère israélienne, Washington accède, dans un premier temps, à la requête de Tel Aviv concernant les missiles Sol-Air de type HAWK. Les Etats-Unis auront, depuis lors et quelle que soit l'Administration américaine, le soucis de veiller à un rapport de force favorable à l'Etat hébreu. Février 1965, l'Administration JOHNSON décide de livrer, malgré les protestations arabes, 200 blindés PATTON suite à l'annulation d'un marché avec l'Allemagne. Un an plus tard, c'est la fourniture de 48 bombardiers SKYHAWK. L'intention des Etats-Unis, à compter de 1962, est bien de supplanter progressivement la prépondérance française ou européenne dans l'armement israélien. L'on serait tenter de se poser la question sur les motivations de ces choix. Est ce l'influence de la communauté juive américaine qui fait pression dans l'appareil de décision américain ? Qu'est ce qui a permis aux Etats-Unis d'opter pour ces choix alors que d'autres pays arabes, détenteurs de ressources pétrolières et ayant des antécédents amicaux avec les administrations américaines, pouvaient parfaitement répondre à ses exigences économique-stratégiques ?

La réponse qui consiste à dire que par ce biais, les Etats-Unis cherchaient à compenser la fourniture d'armes à la Jordanie et celles de l'URSS à destination de l'Egypte et de l'Irak, ne semble pas satisfaisante. En effet, elle contredit, en premier lieu, l'affirmation occidentale selon laquelle l'armement soviétique est dénié de technologie, elle démontre, en second lieu, que les choix des Etats-Unis dans la région a donné l'occasion à l'URSS de s'appuyer sur les frustrations arabes pour s'implanter dans la région. Enfin, il est peu probable qu'à cette période les différentes Administrations ont pris conscience de la dynamique qui résulterait du recours exclusif à la supériorité militaire d'Israël et des conséquences à sa détention de la bombe atomique. Cette attitude constante en faveur d'un refus de tenir compte des réalités est belle et bien réelle puisqu'ils furent présentés par un haut responsable de la CIA, Sherman KENT, à l'occasion d'un mémorandum de mars 1963. Certains analystes n'hésitent pas à lier ce soutien économique et militaire américain à la décision israélienne de lancer son attaque de juin 1967 contre l'Egypte. Cette attaque démontre qu'Israël, bien qu'alliée aux Etats-Unis, est capable d'initiatives propres même si cela se fait sans son l'aval lui laissant toutefois le choix de se rallier à cette décision.

Avantages d'un assouplissement de l'embargo irakien

Il y a eu d'abord la visite du président CHAVEZ. Washington a bien sûr donné de la voix mais a laissé faire. Les choses se sont d'ailleurs précipitées. La Foire de Bagdad qui s'est ouverte le 1er novembre n'a jamais enregistré une participation aussi importante depuis la crise du Golfe. Dans le même temps, l'avion du Premier ministre jordanien, M. Ali ABOU RAGHEB, accompagné d'une importante délégation de ministres et hommes d'affaires, se posait sur l'aéroport international Saddam de Bagdad. Le but affiché de la visite était le renforcement des liens bilatéraux, non seulement politiques mais aussi commerciaux, entre la Jordanie et l'Irak.

Enfin, mardi 7 novembre, l'Egypte reprenait ses relations diplomatiques avec l'Irak, rompues depuis 1991. On ne saurait douter que le prudent Hosni MOUBARAK n'ait pris l'attache de Washington avant de prendre cette décision, préparée par ailleurs par des rencontres à haut niveau lors du sommet de la Ligue arabe au Caire et l'envoi de trois avions égyptiens à Bagdad.

En fait, toutes ces manifestations de solidarité avec l'Irak et ces actes destinés à sortir Bagdad de son isolement se font avec la bénédiction des Américains. Ceux-ci y voient trois avantages au moins. Tout d'abord, en tolérant ces gestes d'humanité, Washington espère retrouver la confiance des Arabes, bien émoussée par sa gestion partielle du processus de paix. Ensuite, la hausse des cours du pétrole, alors que les stocks stratégiques sont au plus bas, exige que la production irakienne soit pleinement réintégrée dans le marché mondial. Enfin et surtout, accepter que l'Irak sorte de son isolement, laisser se reconstituer des liens avec l'Egypte ou la Jordanie, c'est ouvrir une boîte de Pandore destinée à mettre la pression sur Israël.

De l'invasion du KOWEIT

L'invasion du Koweït a été encouragée par la CIA et le Département d'Etat, via John KELLY, secrétaire d'Etat-adjoint chargé du Moyen-Orient, et Aprill GLASPIE, ambassadeur des Etats-Unis. « Nous n'avons pas d'opinions sur les conflits interarabes comme les différends frontaliers entre l'Irak et le Koweït. C'est une règle ancienne que James BAKER a donné ordre à son porte-parole de confirmer », déclara Mme GLASPIE le 25 juillet 1990, alors consultée par Saddam HUSSEIN qui s'interrogeait sur la position de Washington à la suite de l'envoi de troupes irakiennes vers le Koweït. John KELLY déclara quant à lui, le 31 juillet, devant la Chambre des représentants que « le régime irakien évoluait dans le bon sens et que les Etats-Unis ne s'étaient pas engagés à défendre le Koweït en cas d'agression ». Le fait d'encourager, même involontairement, Saddam HUSSEIN et de conforter la certitude irakienne selon laquelle « l'Occident pleure » ne lèverait pas le petit doigt, permettait aux Etats-Unis, d'après cette thèse, de créer un prétexte d'intervention et de légitimer leur guerre de conquête économique au nom de l'ONU.

Pourtant à partir de 1982, les Etats-Unis soutenaient discrètement l'Irak dans la guerre avec l'Iran. Ce sentiment anti-islamique n'empêchera pas à partir d'août 1985, une tolérance américaine pour la vente d'armes à l'Iran par Israël, immédiatement réapprovisionnée par les Etats-Unis. Plusieurs membres du Conseil National de Sécurité (richard ALLEN, robert Mc FARLANE, John POINTDEXTER) ainsi que le directeur de la CIA William CASEY, favorisent cette orientation et voient dans la vente directe et secrète d'armes à l'Iran un moyen de régler le problème des otages détenus au Liban. Devant l'échec de ce « troc », certains analystes ne manquent pas d'affirmer que le soutien américain à l'Iran est conforme à une pression importante de la part d'Israël qui non seulement se porte garante d'endiguer toute forme d'expansion de l'Islam mais voit d'un très mauvais œil la montée en puissance militaire, économique et technologique de l'Irak qui pourrait prendre le leadership régional à son compte au détriment d'Israël.

Soutiens américains aux Islamistes

C'est ainsi que les Etats-Unis ont soutenu, depuis les années soixante dix, des mouvements islamistes sunnites allant des frères musulmans syriens aux Taliban afghans et à la Gamaà égyptienne, en passant par le Front Islamique du Salut algérien(FIS), les Islamistes bosno-albanais, sans oublier leurs alliés de toujours, les Wahhabites saoudiens, précurseurs et financiers de la mouvance islamiste sunnite. Après avoir démontré comment le réveil islamiste a tout d'abord été intensifié et encouragée par les Etats-Unis au cours de la guerre froide, dans le seul but de « contenir » et d'affaiblir l'URSS grâce à la constitution d'une « ceinture verte », nous verrons que le démantèlement de la puissance soviétique n'a, en aucune façon, atténué voire tarir le soutien financier américain aux différents mouvements islamistes.

S'inscrivant directement dans la stratégie du "containment", outre la volonté de nuire à Moscou, les Américains auraient envisagé, en parallèle, d'encourager un fondamentalisme sunnite et conservateur, allié de Washington, dans le but de neutraliser l'expansion d'un islamisme chiite émergent. C'est dans le contexte de la guerre d'Afghanistan que l'embryon d'une « Internationale islamiste sunnite » prit corps. Ce projet devait se bâtir autour de personnages clés tels que Qazi Hussein AHMED, dirigeant du "Jamàat islami" pakistanais d'une part, de BEN LADEN, qui constituait le lien indispensable entre les services secrets saoudiens, américains, pakistanais et les volontaires arabes, et d'autre part des islamistes proches des "Frères Musulmans" et du "Gamaà" égyptien, notamment son chef Omar Abdel RAHMANE, impliqué dans l'attentat du "World Trade Center", et dont les deux fils se trouvent toujours aux côtés des Talibans. D'ailleurs, ce même cheikh, connu pour avoir publiquement approuvé l'assassinat d'Anouar AL-SADDATE, obtiendra, en mai 1990, un visa au consulat américain de Khartoum, suivi d'une carte verte à son arrivée dans le New Jersey.

Soutiens saoudiens aux Islamistes

Dès les années quarante, les compagnies américaines étaient actives dans la région du Moyen Orient. Mobil et Exxon sont présents en Irak, Gulf au Koweït et ARAMCO (Standard Oil of California, Texaco, Mobil et Exxon, 1948) exploitent de nouveaux gisements en Arabie Saoudite. Les compagnies américaines font de gros profits en exploitant le brut, faisant bénéficier l'Arabie Saoudite d'une sorte d'aide financière secrète, par le paiement de « royalties », tout en continuant de soutenir officiellement Israël. Ce système fut étendu à d'autres pays arabes et évitait à devoir demander l'autorisation du Congrès où le lobby pro-israélien aurait dressé des obstacles.

Craignant d'être contraint de partager avec les pays arabes frères le fruit de la rente pétrolière au cas où le nationalisme arabe socialiste s'étendrait, le royaume saoudien apportera, à partir des années 70, une aide considérable aux mouvements islamistes sunnites.

En Egypte, le rôle des Saoudiens dans le développement de l'islam radical se fit sentir dès les années 70, période au cours de laquelle Anouar EL-SADATE, lui-même ancien Frère musulman, arrive au pouvoir et entame les premières négociations avec les islamistes et les Saoudiens. Réfugié en Arabie Saoudite pendant l'épopée nassérienne, les Frères musulmans égyptiens reviennent alors des pays du Golfe armés de pétrodollars qui leur serviront à renforcer leur influence dans la société égyptienne.

La quasi-totalité des réseaux islamistes implantés au Proche-Orient, en Afrique et en Occident, seraient ainsi financés par l'Etat saoudien et par le biais d'institutions islamiques internationales qu'il contrôle. Notons que lorsque les islamistes ont commencé à fustiger la position pro-occidentale de l'Arabie Saoudite, durant la période qui suivit la chute du rideau de fer, et surtout la guerre du Golfe, l'aide saoudienne directe aux mouvements islamistes diminua significativement.

Aujourd'hui encore, l'aide publique indirecte en provenance de l'Arabie Saoudite et du Koweït continue de financer des organisations islamistes dans le monde entier à travers des sociétés écrans : Conseil de la Bienfaisance islamique.

Citons par exemple, Youssef Djamil ABDELATIF, richissime financier saoudien actionnaire de Sony, qui offrit un million de dollars à Ahmed SIMOZRAG, l'un des trésoriers du FIS. Le Saoudien Oussama BIN LADEN, dont la fortune est estimée à 300 millions de dollars, est ainsi considéré comme l'un des plus importants financiers des islamistes dans le monde. Il reste en contact étroit avec sa famille, l'une des plus riches du royaume saoudien, ainsi qu'avec le clan ultra puissant des SUDAÏRI, auquel appartient le prince Turki IBN-FAYCAL, chef des services secrets saoudiens, avec qui BIN LADEN avait créé la « Légion islamique » afghane dans les années 80, milice directement soutenue par la CIA et Riyad. Aujourd'hui BIN LADEN est d'autant plus dangereux pour les Américains qu'il constitue une preuve compromettante démontrant que « l'ennemi islamiste », tant désigné depuis peu par la presse et le pouvoir américain, a été enfanté et réveillé par Washington.

Le réveil islamique et les Etats-Unis

Aux Etats-Unis deux écoles s'affrontent et s'opposent quant au danger que pourrait représenter la montée de l'Islamisme. La première, représentée par Samuel HUNTINGTON et Yossef BODANSKY, l'islamologue pour le monde arabe au NSC, considère que l'islam politique est, à terme, une menace pour l'ensemble du monde non-musulman. Quant à la seconde, elle estime, au contraire, « que le réveil islamique » s'inscrit dans l'évolution politiques des sociétés musulmanes et qu'il n'est nullement hostile à l'Occident et aux valeurs de la démocratie moderne ».

Cette dernière domine au sein de l'administration CLINTON, en particulier parmi les officiels les plus proches du président américain, tel Antony LAKE, ancien chef du SNC ou Madeleine ALBRIHT, secrétaire d'Etat. Ils rejettent l'idée qu'un regain d'intérêt apporté aux valeurs traditionnelles de l'islam conduise forcément à un affrontement avec l'Occident et ses valeurs démocratiques.

Résolument opposés à la thèse d'un « choc des civilisations », Graham FULLER, ancien de la CIA au Proche-Orient, et Ian O. LESSER affirment qu'une « coexistence » entre les Etats-Unis et de futur régimes islamistes, notamment l'Algérie, dont les auteurs sont sûrs qu'elle basculera dans le camp islamiste, est possible. D'après FULLER, "le respect pour la propriété privée et le commerce est plus prononcé dans la tradition coranique que dans la doctrine traditionnelle de l'Eglise ou le confucianisme ". Il y aurait donc convergence entre les valeurs islamiques et américaines.

D'après le général SALVAN, cette bienveillance à l'égard de l'islam fondamentaliste découle de l'idéologie religieuse puritaine, d'essence également fondamentaliste, qui fut à l'origine de la déclaration d'indépendance des Etats-Unis. Aux antipodes de la tradition laïque de la France, les officiels américains rappellent l'importance de la religion dans l'édification de l'Amérique et citent la Bible comme inspiratrice de leur constitution. " Les valeurs musulmanes d'engagement personnel dans la foi et de service à la société sont des valeurs universelles. Ce sont des valeurs que nous partageons tous ", déclarait le 1^{er} mars 1995 Bill CLINTON aux Musulmans américains, à l'occasion de la fête musulmane de l'Aïd el Fitr. " Les valeurs traditionnelles de l'islam sont en harmonie avec les idéaux les meilleurs de l'Occident ", poursuivait le président américain quinze jours plus tard lors de la visite du roi HASSAN II.

La stratégie pro-islamique américaine en Asie

La stratégie pro-islamique de Washington repose principalement sur une analyse géopolitique à long terme, même si cela peut surprendre. Les Etats-Unis considèrent, en effet, l'Asie centrale et les contrées musulmanes pétrolifères et gazières de l'ex-Union soviétique comme la zone stratégique la plus importante du monde. Dans son dernier ouvrage, Zbigniew BRZEZINSKI explique ainsi que l'enjeu principal pour l'Amérique est cette « Eurasie », vaste ensemble allant de l'Europe de l'Ouest à la Chine via l'Asie centrale. BRZEZINSKI explique que les Etats-Unis sont décidés à tout faire pour demeurer l'unique superpuissance mondiale et pour empêcher les Russes de redevenir un concurrent sérieux. La stratégie américaine de « ceinture verte » contre l'empire soviétique a donc été reconduite contre la Russie post-communiste.

Washington espère, à terme, récupérer à son profit la vague d'alternance islamiste escomptée, en se présentant comme « l'ennemi du colonialisme » et des diverses formes de socialismes, « poisons idéologiques » européens du point de vue islamique. N'ayant pas de passé colonial en Afrique et au Moyen-Orient, les Américains ont beau jeu de se présenter comme les défenseurs de la liberté et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

C'est en utilisant la méfiance des Musulmans envers les puissances coloniales européennes que Washington parvint à obtenir du roi IBN SEOUD, le 29 mai 1933, la première concession pétrolière pour la partie orientale de l'Arabie Saoudite. Celle-ci revint à la "Californian Arabian Standard Oil". A l'instar des Frères musulmans actuels ou dirigeants du FIS, les très puritains wahhabites fustigeaient la civilisation occidentale, donc américaine. Mais les Américains, en tant que partenaires commerciaux, leur offraient des garanties de technicité et de coopération dépourvues de relents colonialistes. L'accord implicite était le suivant : " Vous nous laissez appliquer la loi islamique et régner en Arabie Saoudite selon nos valeurs anti-occidentales et nous coopérons économiquement avec vous ". Or ce genre d'accord allait devenir le paradigme de la stratégie « islamo-pétrolière » des Etats-Unis.

A ce sujet, le secrétaire adjoint en charge des Proche et Moyen-Orient, Robert PELLETREAU, rappela le 6 avril 1995 devant la commission des relations

internationales du Congrès : " les priorités américaines dans la région sont : négocier et développer des accords de sécurité dans la région du Golfe afin d'en assurer la stabilité et l'accès aux réserves pétrolières vitales pour notre prospérité économique ; assurer l'accès aux entreprises américaines dans la région... "

Les Etats-Unis n'ont jamais empêché le Pakistan fondamentaliste d'acquérir l'arme atomique ou l'Irak d'acquérir une industrie nucléaire civile, dont on sait qu'elle est aussi avancée que l'était celle de l'Irak en 1990 et qu'elle devrait bientôt déboucher, si cela n'est déjà pas le cas, sur la possession d'un arsenal stratégique nucléaire.

Aujourd'hui comme hier les Américains veulent à tout prix que les pays renfermant les réserves pétrolifères demeurent dépendant de leur technicité et traitent avec eux en priorité, ce que refuse l'Irak, et ce que semble accepter l'Arabie Saoudite puisque le prince héritier Abdallah, pourtant réputé réservé vis-à-vis des Américains, a rencontré, fin 1998, les sept grandes firmes pétrolières américaines lors d'une tournée aux Etats-Unis, ceci dans la perspective de réouvrir l'Arabie Saoudite aux compagnies américaines, qui avaient dû renoncer à leurs prérogatives suite à la nationalisation des compagnies pétrolières dans les années 70.

Concernant l'Irak, qui détient la deuxième place mondiale en matière de réserve pétrolière (112 milliards de barils, 10 % des réserves mondiales), huit années après la mise en place de l'embargo, la mainmise américaine sur le pétrole irakien s'est également renforcée, Bagdad subit les pressions pour accorder à l'avenir les concessions pétrolières aux sociétés américaines, condition officieuse à la levée de l'embargo. Bien qu'ayant déclaré que la priorité dans la conclusion des accords pétroliers serait accordée " aux pays amis qui avaient adopté des positions favorables à l'Irak durant l'embargo ", le ministre irakien du pétrole, Mohamed Amer RACHID, a signé des contrats d'achats avec des sociétés pétrolières américaines (Coastal Corporation, Bayol). Concernant les accords d'investissements, qui ne pourront prendre effet qu'après une levée de l'embargo, Bagdad est sur le point de signer des contrats avec des sociétés non-américaines : les françaises Elf et Total, les russes Zarubezhneft, Lukoil, Nafta Moscva et Mashinoimport, ainsi que la société chinoise d'état CNPC. C'est cette volonté de traiter avec des non-américains, ainsi que le problème de la baisse des cours liée au retour du pétrole irakien sur le marché mondial qui compromettront encore longtemps la pleine réintégration de l'Irak sur le marché pétrolier mondial. Chacun sait que la seule façon de lever l'embargo passe,

en fait, par l'association de compagnies américaines dans les futurs contrats d'exploitation actuellement en discussion.

C'est ainsi que la société Elf, qui a négocié un contrat pour la mise en valeur du gisement de Majnoun (qui nécessite des dépenses de l'ordre de 3 à 4 milliards de dollars), a déjà engagé des discussions avec des compagnies américaines, en tant que partenaires pour le partage des coûts. A terme, les « Majors » américaines seront réinsérées dans le circuit. Déjà sur les ventes, les Russes rétrocèdent 40 % de leurs enlèvements à Mobil, Texaco, Chevron ou Exxon, et les Français 15 %. Mais pour le moment, aux termes de l'accord « pétrole contre nourriture » (résolution 986) conclu entre l'Irak et les Nations unies en décembre 1996 et reconduit début 1998, Bagdad n'est autorisée à vendre son pétrole qu'à hauteur de 5,2 milliards de dollars par semestre, soit 1,9 millions de barils/jour (1/3 de sa production de 1989), la capacité réelle étant limitée à 1,65 millions barils/jour, en raison de l'état pitoyable des infrastructures pétrolières irakiennes.

L'Irak ne peut, en outre, percevoir qu'un tiers des bénéfices de cette maigre production, les deux autres servant à payer les « dommages de guerre » et à rembourser les dépenses effectuées par les Nations unies et les Américains. Conséquences funestes de cette politique de « single-containment » anti-irakien, que Français, Russes et chinois ont dénoncée lors des raids américains sur l'Irak de décembre 1998, tout comme d'ailleurs Denis HALLIDAY, ancien Directeur de l'UNSCOM, chargé des inspections de l'ONU en Irak, les Américains ont en définitive contribué à renforcer le camp islamiste en abattant la puissance irakienne laïque. Ils ont surtout contribué à aggraver sérieusement le « choc de civilisation », pour reprendre l'expression de Samuel HUNTINGTON, qui oppose l'Occident à l'Islam.

Bilan de la guerre du Golfe

Sur le plan économique tout d'abord, c'est l'infrastructure économique-industrielle et scientifique la plus avancée des pays arabo-musulmans qui a été en partie détruite. Ensuite, sur le plan humain, le chiffre des victimes irakiennes de la guerre s'élève à plus d'un million de victimes, l'embargo ayant provoqué l'agonie de 800 000 civils, dont une majorité d'enfants, mal nourris ou mal soignés, faute de matériels et de médicaments. La guerre du Golfe a finalement provoqué le " rejet à plusieurs décennies en arrière, d'un Etat musulman socialiste, laïque, ne refusant pas, comme l'Iran, les valeurs des pays industrialisés, mais cherchant à s'en rapprocher", écrit le général GALLOIS.

L'Irak constituait une des deux options ouvertes à l'Islam : la laïcité et la modernité ou la dictature religieuse. En détruisant l'Irak, les Occidentaux ont éliminé l'option musulmane progressiste, ne laissant à l'Islam que l'intégrisme confessionnel entretenu à Téhéran et financé par les monarchies pétrolières. D'où la progression du FIS, au Soudan, au Maghreb, en Afrique musulmane, en Turquie et en Egypte (dont le basculement vers le fondamentalisme se généralisera vraisemblablement à tous les pays de l'Islam) ». Aussi les Etats-Unis financent-ils ainsi l'opposition islamique irakienne, en vertu de « l'Irak Liberation Act », à hauteur de 97 millions de dollars. Or, parmi les opposants bénéficiant de cette aide, réfugiés à Londres, figure un certain Ayatollah Baker AL-HAKIM, chef du « Conseil supérieur de la Révolution islamique irakienne ».

Fin décembre 1998, Martin INDICK, sous-secrétaire d'Etat américain pour le Proche-Orient, a rencontré, avec Derk FATCHETT, secrétaire anglais au Foreign Office, les seize représentants de l'opposition irakienne, en grande partie animée par des séparatistes kurdes et des Islamistes chiite et sunnite... L'après-SADDAM, que Madeleine ALBRIGHT et Bill CLINTON commencent réellement à envisager, sera-t-il similaire à l'après-SHAH ?